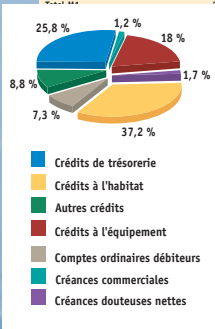




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	124 422	132 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3							
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
M4							
	108 539	125 220	138 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 141 - Statistiques au 31/12/2009

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	2
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	8
2.1 La masse monétaire	8
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	8
2.3 La circulation fiduciaire	9
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	10
3.1 Les actifs par agent	10
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	15
L'endettement des collectivités locales	16
4.2 Les passifs des établissements locaux	17
5. Les engagements bancaires	19
5.1. Les risques sectoriels	19
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	21
Les indicateurs globaux	21
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	21
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	22
6. Le financement des concours bancaires	24
6.1 L'équilibre emplois - ressources	24
6.2 Le réescompte	24
7. La monétique et les échanges de valeur	25
7.1 La monétique	25
7.2 Les échanges de valeur	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	26
8.4 Les taux de l'usure	27
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	28
Annexe : Méthodologie	30

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial qui tend à se redresser progressivement

Les effets de la crise économique et financière semblent progressivement s'atténuer. Un retour de la croissance a été enregistré depuis le second semestre 2009 dans les principales économies mondiales, mais il demeure timide et fragile. La reprise reste fortement dépendante des politiques publiques et plus particulièrement de l'inflexion de leur appui, après les actions massives et concertées de l'année 2009 (plans de relance, baisses des taux directeurs des banques centrales).

Dans la zone euro, l'activité économique a continué de croître modérément sur le dernier trimestre 2009 dans un contexte de stabilité des prix et d'excédent commercial (22,3 milliards d'euros à fin 2009). Mais le marché de l'emploi demeure tendu et les prêts bancaires au secteur privé ont observé une croissance atone sur l'année 2009. L'attention se porte également sur la résorption des déficits budgétaires nationaux, et notamment ceux de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Aux Etats-Unis, le plan de relance de 787 milliards de dollars, signé en février 2009, a contribué à sortir le pays de la récession économique mais le chômage se maintient à des niveaux historiquement élevés (9,7 %). En Asie, la menace d'une surchauffe et la formation de bulles spéculatives ont conduit les autorités monétaires chinoises à opérer pour la 2^{ème} fois depuis le début de l'année 2010 un resserrement monétaire.

Les taux directeurs des principales économies mondiales sont demeurés à des niveaux planchers, soit dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % aux Etats-Unis et à 1 % dans la zone euro. Les décisions de politique monétaire semblent toutefois s'infléchir. Ainsi, pour la première fois depuis le début de la crise, la FED a relevé au cours du mois de février 2010 son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 %. De son côté, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé qu'il prendra début mars 2010 des décisions concernant l'opportunité de maintenir des mesures non conventionnelles dans un contexte d'amélioration de la situation sur les marchés financiers.

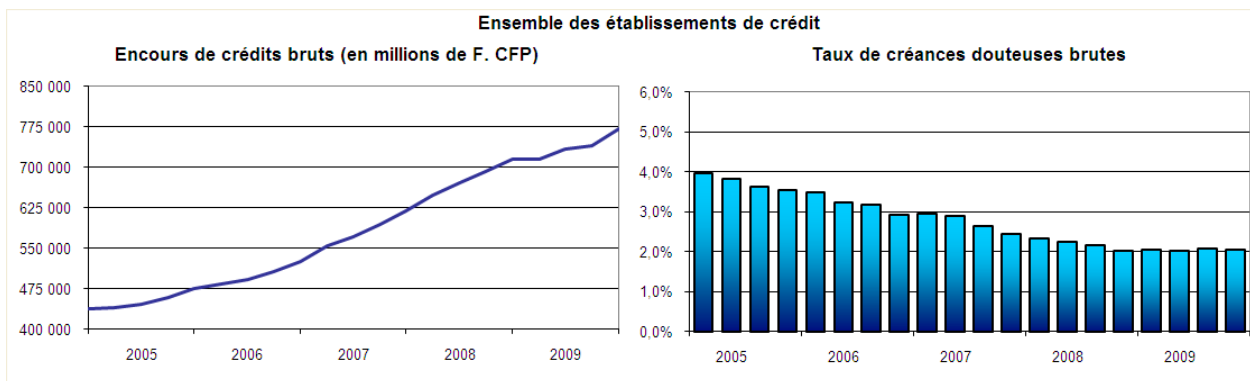
Le rebond observé sur les grandes places boursières tout au long de l'année 2009 a légèrement fléchi sur le début de l'année 2010. Par ailleurs, l'euro a été exposé à de fortes tensions, sous l'effet de l'ampleur des déficits budgétaires de plusieurs pays de la zone euro. Son cours a atteint ses plus bas niveaux depuis mai 2009, passant sous la barre des 1,35 euro pour un dollar. Le prix du baril de pétrole se maintient à un niveau élevé, autour de 78 dollars dans le courant du mois de février 2010.

L'activité bancaire a été plus dynamique au 4^{ème} trimestre avec une reprise de la demande de crédits

L'activité des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie ressort globalement bien orientée sur le 4^{ème} trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent, avec un volume d'actifs financiers en hausse de 6,8 % et un encours de crédit qui progresse de 4,1 %. Les établissements de crédit locaux ont bénéficié, en effet, de l'amélioration du climat des affaires sur la fin de l'année mais aussi de la traditionnelle hausse d'activité liée aux fêtes de fin d'année et au bouclage des opérations de défiscalisation, celles-ci devant être finalisées avec la fin de l'année fiscale. Pour leur part, les établissements métropolitains ont mis en place certains financements des opérateurs sociaux.

Sur l'année 2009, la croissance économique du territoire hors activité nickel a nettement ralenti par rapport aux années récentes. Dans ce contexte, l'activité des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie a marqué le pas, même si les rythmes de croissance observés demeurent encore soutenus. Le marché du crédit, par exemple, voit son rythme de croissance ralentir fortement (+7,8 %, contre une hausse de 16,5 % sur l'année 2008). Cette évolution est particulièrement sensible sur le marché des entreprises (+10,2 % contre +23,4 % en 2008) et moins marquée sur celui des particuliers (+7,4 % en 2009 contre +11,8 % l'année précédente). Pourtant, ce sont bien les ménages qui ont enregistré le plus fort ralentissement de la production de crédits avec un volume d'octrois en repli d'environ 14 % par rapport à la production de l'année 2008. Mais la durée des crédits, en moyenne plus longue pour les ménages que pour les entreprises, explique que le ralentissement soit moins prononcé sur les encours. Les collectivités locales affichent, pour leur part, un net désendettement avec un encours en recul de 8 % sur l'année, dont -3,3 % pour les crédits d'investissement.

Au 31 décembre 2009, l'ensemble des actifs financiers détenus en Nouvelle-Calédonie s'établit à 563,3 milliards de F CFP et l'encours total des crédits distribués localement, à 771,4 milliards de F CFP.



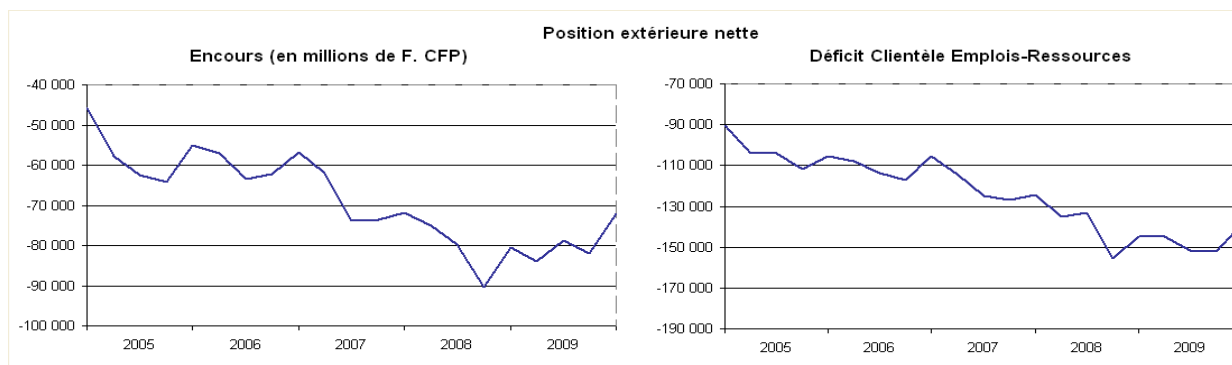
En termes de risques, aucune dégradation de la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit (qu'ils interviennent depuis ou hors de la zone d'émission) n'est observée, avec un taux de créances douteuses brutes qui reste stable pour la place depuis plusieurs trimestres, à 2,0 %. Le taux de provisionnement diminue toutefois légèrement et affiche un recul de 0,5 point sur l'année 2009, pour s'établir à 67,3 % au 31 décembre 2009.

Ces bons indicateurs globaux masquent toutefois que l'année aura été difficile pour les sociétés financières de la place. Elles présentent, en effet, une nette dégradation de leur activité, avec un encours brut de crédits qui ressort en repli de 4,8 % (contre une hausse de 9,8 % en 2008) et une qualité de leur portefeuille qui se dégrade sensiblement (le taux de créances douteuses s'alourdit de 1,9 point sur la période, pour atteindre 5,9 %). Cette évolution est à rapprocher de la baisse - observée pour toutes les catégories d'agents économiques - de la demande de financement par crédit-bail (-8,9 % sur l'année) qui représente l'essentiel de leur activité.

Une progression de la masse monétaire et une dépendance moindre du système bancaire local à des financements extérieurs

La progression de la masse monétaire demeure dynamique, avec une croissance de M3 de 9,5 % sur l'année, comme en 2008. Le rythme de croissance en glissement annuel de l'agrégat étroit M1 s'accélère (+8,6 % au contre +4,5 % l'année précédente) sous la progression des dépôts à vue (+9 % contre +4,4 % en 2008), laquelle traduit notamment une amélioration de la trésorerie des entreprises du fait de leur comportement prudent sur l'année et de la hausse d'activité sur le dernier trimestre. La croissance de M2-M1 reste vigoureuse et est imputable aux comptes sur livrets (+18,7 % sur l'année) aux dépens de M3-M2 (essentiellement composé de dépôts à terme), dont la progression ralentit à 5,9 % en 2009 après une hausse de 18,3 % en 2008.

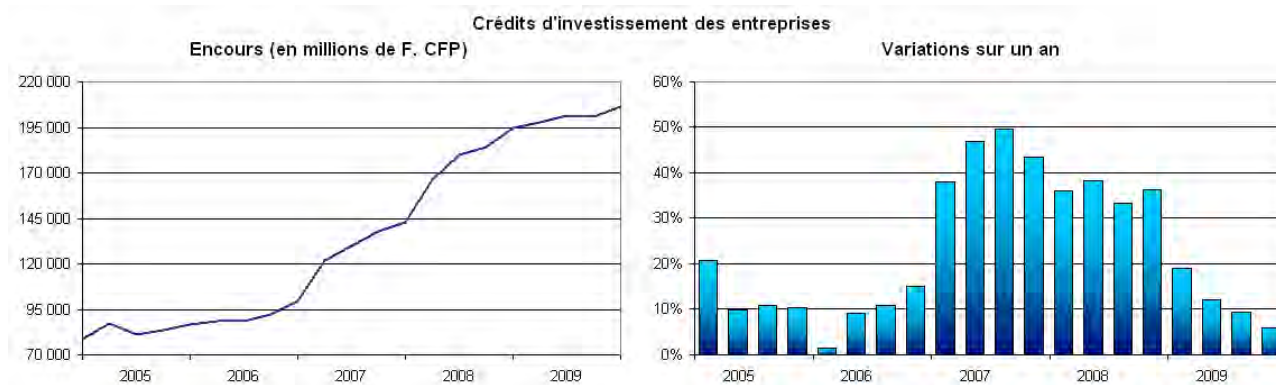
En 2009, sous l'effet de la baisse de la demande de crédits liée à une certaine défiance des agents économique au regard de la conjoncture économique, le système bancaire local affiche une légère amélioration de son solde emplois-ressources clientèle (qui se redresse de 4,2 %) comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission). Ainsi, structurellement négatif, le solde se réduit de 10,5 %, à -72,5 milliards de F CFP au 31 décembre 2009 contre -80,4 milliards au 31 décembre 2008. Les établissements de crédit locaux, en recherche structurelle de ressources clientèle, ont ainsi profité d'une activité de collecte dynamique - hors épargne collectée localement mais gérée hors de la zone d'émission- (+10 % après +9,4 % en 2008) alors que, dans le même temps, leur activité de crédit a sensiblement ralenti (les encours progressant de 5,9 %, après une hausse de 11,6 % l'année précédente).



L'endettement bancaire des entreprises demeure porté par les grands projets et le logement social

Le quatrième trimestre de l'année 2009 bénéficie pour une large part de la finalisation des opérations de défiscalisation (qui doit intervenir avec la fin de l'année fiscale) et voit l'encours de crédit progresser de 4,9 % sur le trimestre.

Ainsi, si l'endettement bancaire des entreprises progresse sensiblement en 2009 (+10,2 %) cette croissance demeure portée par les grands projets et le logement social, et profite notamment aux établissements hors zone d'émission. Globalement, sur l'année, alors qu'au plan international la situation économique tend à se redresser progressivement, la conjoncture économique du territoire s'est révélée nettement moins porteuse que ces dernières années. Cette situation a été corroborée, tout au long de l'année, par le pessimisme affiché par la majorité des chefs d'entreprises du territoire interrogés dans le cadre des enquêtes trimestrielles de conjoncture de l'IEOM¹, qui ont indiqué avoir freiné leurs efforts d'investissement et ajusté leur trésorerie.

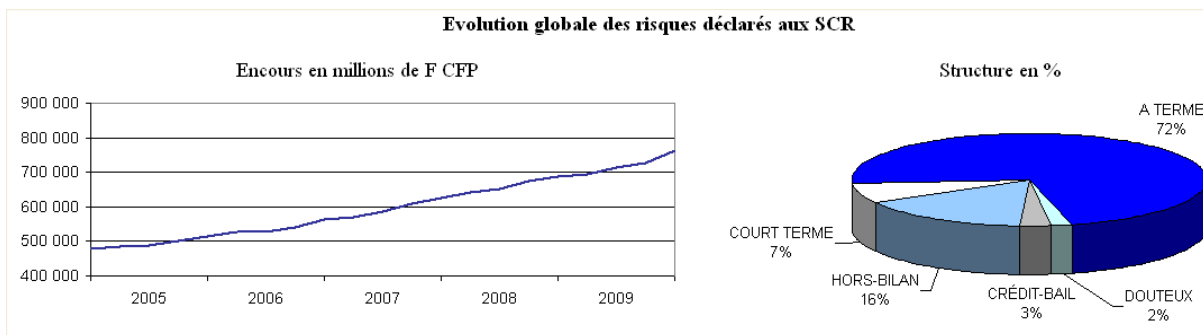


¹ Cf bulletin trimestriel économique n°141

Le rythme de progression de l'encours de crédit d'investissement des entreprises ralentit fortement en 2009, tout en demeurant dynamique : il progresse ainsi de 6 % sur l'année mais cette croissance est nettement en retrait par rapport à celle observée en 2008 (+36,4 %). Face à l'atonie de la consommation des ménages, les entreprises ont vraisemblablement préféré réduire leurs stocks et par conséquent limiter leur besoin en fonds de roulement. Ainsi, l'encours des crédits d'exploitation des entreprises fléchit de 2,7 % sur l'année 2009. En contrepartie, cette situation a semble-t-il permis aux entreprises de reconstituer leur trésorerie, leurs avoirs bancaires ayant progressé de 18,5 % dans le même temps (contre une hausse limitée à 1,8 % en 2008). Cette évolution est d'ailleurs en phase avec l'opinion exprimée par les chefs d'entreprise dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM.

L'encours de crédits immobiliers des entreprises progresse très fortement (+38,8 %), tiré essentiellement par le besoin de financement des opérateurs sociaux. Abstraction faite de cet élément, l'évolution resterait néanmoins positive, avec un taux de croissance d'environ 4 % sur l'année.

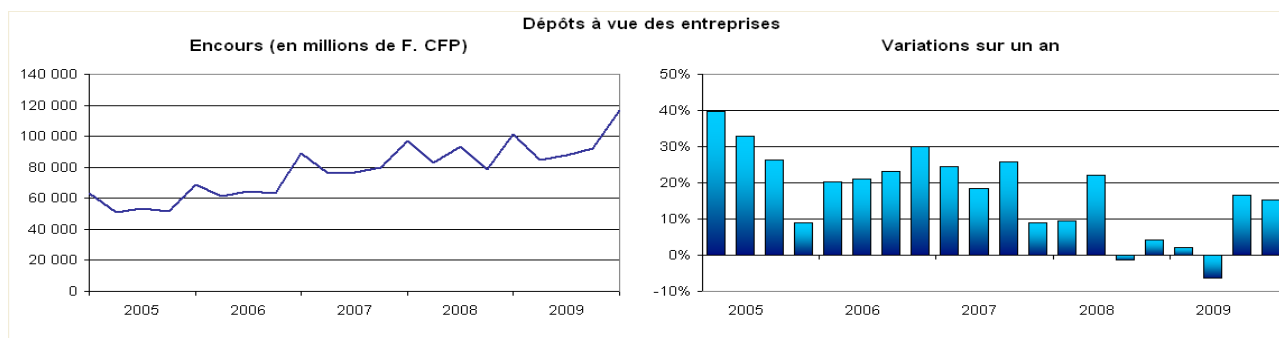
Au plan sectoriel, l'examen de la Centrale des risques¹ à fin décembre 2009 permet d'observer des évolutions contrastées. Les services (qui représentent 51 % des engagements en faveur des professionnels) affichent une hausse de leurs encours de 23,8 % en 2009. Leur périmètre inclut toutefois les SCI créées dans le cadre d'opérations de défiscalisation ainsi que les activités de services liées à l'immobilier, qui expliquent pour une partie importante leur croissance. Le commerce (13 % des engagements aux professionnels) ne présente aucune évolution de son besoin de financement sur la période (+0,1 % sur le trimestre). L'endettement du secteur des industries (12 % des engagements en faveur des professionnels) s'affiche en hausse sur l'année (+27 %). Cette évolution résulte pour une large part d'avalis et cautions donnés dans le cadre de grands projets miniers. La tendance du secteur - hors mines et métallurgie - demeure toutefois dynamique, avec un encours qui progresse de 9 % au cours de l'année 2009. Enfin, les concours bancaires du secteur du BTP (8 % des engagements des professionnels) augmentent sensiblement sur l'année (+13,1 %), tirés par le logement social.



Dans le détail, l'activité au niveau des entrepreneurs individuels semble plus affectée par le ralentissement de l'activité économique sur le territoire, avec un encours qui recule de 1,1 % sur l'année, du fait notamment d'un moindre recours au crédit-bail (-32,1 %).

¹ Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.

Les perspectives pour l'année 2010 sont contrastées avec notamment des chefs d'entreprise qui, interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, anticipent une reprise de l'activité en 2010 sans pour autant être plus nombreux à envisager d'investir sur les douze prochains mois. De son côté, le système bancaire affiche toujours son soutien au financement des entreprises, lesquelles présentent de plus en plus une amélioration de leur trésorerie et un niveau de défaillance faible avec un taux de créances douteuses brutes qui demeure stable à 2,6 %.

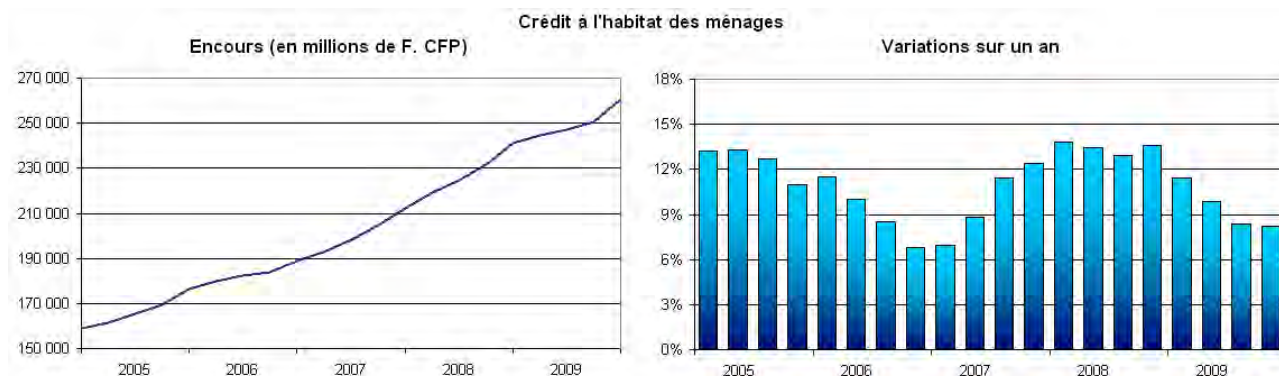


Des ménages qui continuent d'investir dans l'habitat

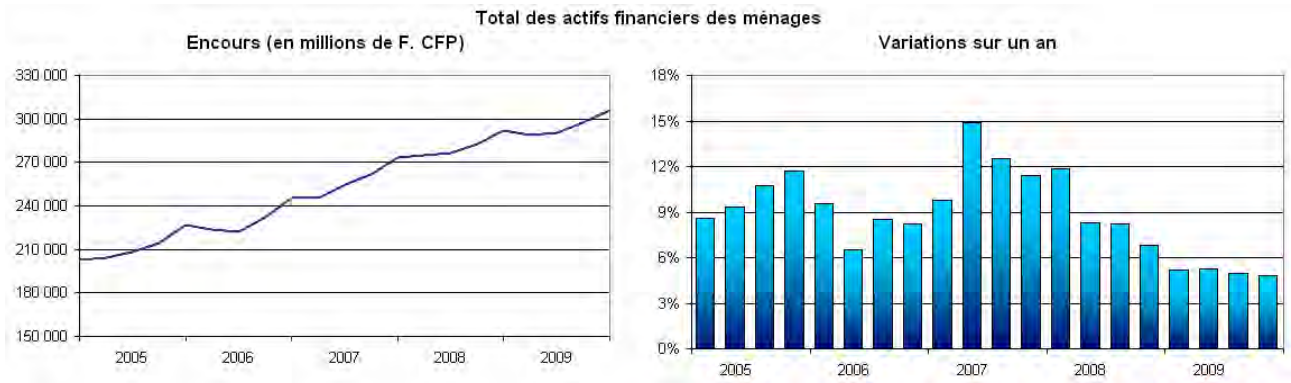
Malgré une remontée sur le dernier trimestre de l'année (+3,5 %), la progression de l'endettement des ménages décélère en 2009 (+7 % contre +12,3 % à en 2008), traduisant un ralentissement de l'investissement immobilier.

Les encours bancaires des crédits à la consommation des ménages progressent peu (+2,2 % après +3,9 % l'année précédente). Cette évolution résulte de la conjonction de deux phénomènes. D'une part, l'encours de crédit-bail a nettement reculé (-6,7 % en glissement), en lien notamment avec la morosité du marché automobile (les immatriculations de véhicules particuliers chutent de 10 % en 2009), alors que, d'autre part, les encours des crédits de trésorerie ont progressé (+5,2 %). Sur l'année 2009, la croissance des encours des crédits à l'habitat des ménages ralentit, avec une hausse de 8,2 % contre une progression de 13,6 % en 2008. Ce ralentissement traduirait l'anticipation des ménages d'une baisse des taux et des prix de l'immobilier, à l'image des évolutions observées en Métropole notamment, plutôt qu'une prudence affichée par la place bancaire quant à l'octroi de nouveaux financements.

Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages ressortent dans leur ensemble favorablement orientés à fin 2009. En effet, seules les décisions de retrait de cartes bancaires augmentent sur l'année (+ 26,9 %). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques recule pour sa part dans le même temps de 1,4 % tandis que le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est sensiblement égal à celui de décembre 2008. Enfin, le volume des comptes ordinaires débiteurs demeure relativement stable et le taux de créances douteuses brutes se maintient au niveau bas de 1,9 %, ne laissant pas supposer de tension de trésorerie pour cette catégorie de clientèle.



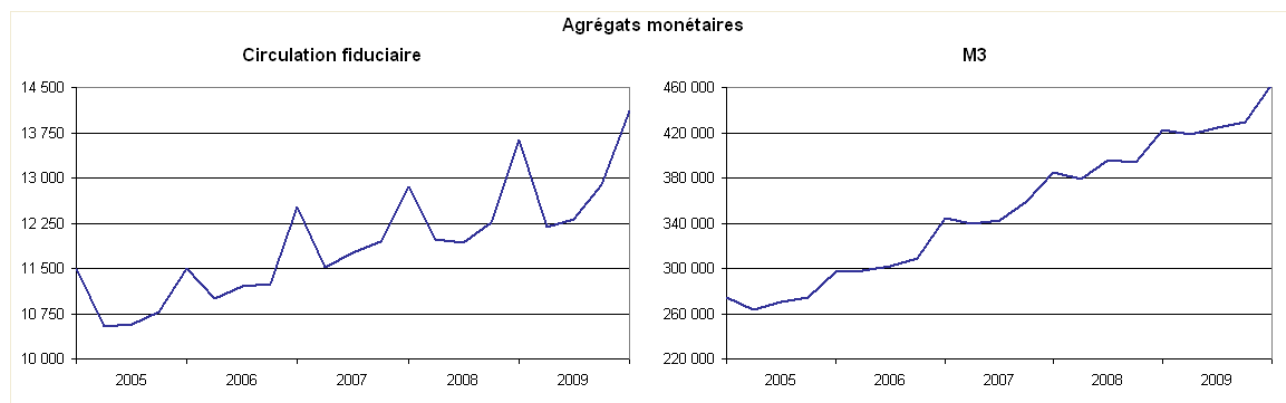
Les actifs financiers des ménages progressent de 4,2 % sur l'année, leur rythme de croissance ayant été affecté par un second trimestre 2009 atone. L'accroissement des liquidités des ménages atteint 4,5 %, soit un niveau sensiblement équivalent à celui de 2008 (+4,8 %). Concernant leur épargne, compte tenu du niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire, les ménages ont orienté leur choix vers des placements à long terme, plus rémunérateurs et ce, malgré les conditions offertes sur la place en matière de comptes sur livrets et de comptes à terme, dont les taux de rémunération sont généralement plus élevés qu'en métropole. Cette situation tient à la concurrence entre les banques locales pour capter de la ressource, dans un contexte de fort déficit de la place en la matière. On observe ainsi, sur douze mois, un léger repli du volume des placements liquides ou à court terme (-0,9 %) tandis que les placements à long terme (essentiellement sous forme de contrats d'assurance-vie) progressent sensiblement (+14,6 %).



2. La masse monétaire et ses contreparties

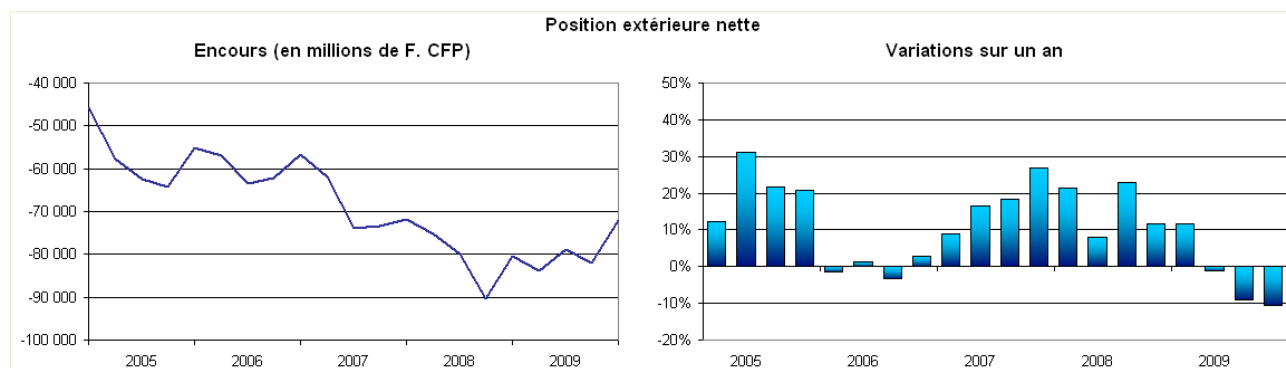
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626	12 187	12 311	12 896	14 106	9,4%	3,5%
<i>Billets</i>	10 324	10 273	11 225	11 461	12 159	10 712	10 806	11 386	12 555	10,3%	3,3%
<i>Pièces</i>	1 175	1 231	1 292	1 385	1 467	1 475	1 505	1 510	1 551	2,7%	5,7%
Dépôts à vue	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	174 494	180 569	185 120	214 179	15,7%	9,0%
TOTAL M1	145 406	157 530	190 279	201 031	210 117	186 681	192 880	198 016	228 285	15,3%	8,6%
M2-M1	58 134	63 336	65 726	68 386	75 850	81 825	84 575	86 672	89 902	3,7%	18,5%
Comptes sur livrets	57 419	62 560	64 894	67 636	75 157	81 137	83 876	85 975	89 203	3,8%	18,7%
Comptes épargne logement	715	776	832	750	693	688	699	697	699	0,3%	0,9%
TOTAL M2	203 540	220 866	256 005	269 417	285 967	268 506	277 455	284 688	318 187	11,8%	11,3%
M3-M2	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777	150 311	146 527	144 306	144 889	0,4%	5,9%
Dépôts à terme	69 908	75 697	87 247	114 982	136 236	149 791	145 964	143 934	144 604	0,5%	6,1%
Bons de caisse	870	826	784	633	541	520	563	372	285	-23,4%	-47,3%
Total M3	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744	418 817	423 982	428 994	463 076	7,9%	9,5%
P1	4 605	5 655	5 969	5 123	4 301	4 216	4 215	4 164	4 189	0,6%	-2,6%
Plans d'épargne logement	4 570	5 618	5 929	5 074	4 245	4 158	4 148	4 099	4 128	0,7%	-2,8%
Autres compte d'épargne à régime spécial	35	37	40	49	56	58	67	65	61	-6,2%	8,9%
M3+P1	278 923	303 044	350 005	390 155	427 045	423 033	428 197	433 158	467 265	7,9%	9,4%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

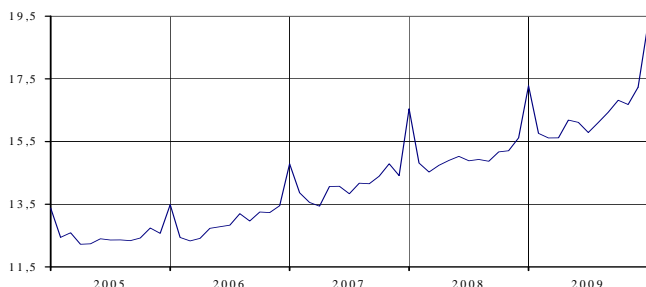
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	78 525	87 963	94 440	101 503	97 962	90 499	96 590	86 645	110 799	27,9%	13,1%
Institut d'émission	19 007	19 116	24 770	27 621	25 795	24 941	25 541	24 318	35 886	47,6%	39,1%
Etablissements de crédit	59 518	68 847	69 670	73 882	72 167	65 558	71 049	62 327	74 913	20,2%	3,8%
Créances du Trésor public	9 614	11 642	12 884	14 304	16 070	15 887	15 973	16 038	16 154	0,7%	0,5%
Concours sur ressources monétaires	186 179	197 784	236 712	269 225	308 712	312 431	311 419	326 311	336 123	3,0%	8,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	345 038	382 003	426 523	482 429	537 178	534 800	546 704	550 695	569 116	3,3%	5,9%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	158 859	184 219	189 811	213 204	228 466	222 369	235 285	224 384	232 993	3,8%	2,0%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	32 994	35 959	39 734	44 306	47 522	47 767	49 779	49 928	50 094	0,3%	5,4%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	10 882	10 007	9 929	9 943	9 627	9 715	9 910	10 153	10 390	2,3%	7,9%
Engagements hors zone d'émission	105 129	123 914	126 375	145 815	152 590	149 473	149 922	144 380	146 929	1,8%	-3,7%
Epargne contractuelle	4 605	5 656	5 969	5 123	4 303	4 215	4 215	4 164	4 189	0,6%	-2,6%
Divers	5 249	8 683	7 804	8 017	14 424	11 199	21 459	15 759	21 391	35,7%	48,3%
Total M3	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744	418 817	423 982	428 994	463 076	7,9%	9,5%
Position extérieure nette	-45 611	-55 067	-56 705	-71 933	-80 423	-83 915	-78 873	-82 053	-72 016	-12,2%	-10,5%



2.3 La circulation fiduciaire

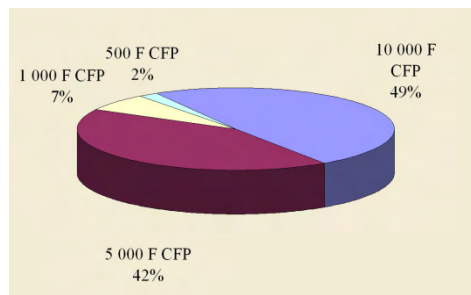
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2009

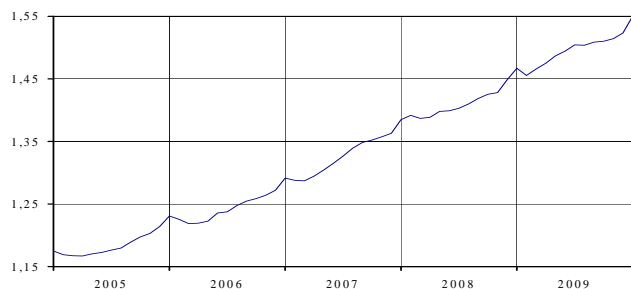


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
En nombre	3 804 558	3 788 421	4 055 647	4 351 857	4 403 272	3 894 172	3 949 919	4 208 102	4 771 924	13,4%	8,4%
10 000 F CFP	602 953	589 185	649 091	735 791	809 158	755 601	764 680	812 334	939 254	15,6%	16,1%
5 000 F CFP	1 147 681	1 213 078	1 337 874	1 501 818	1 507 125	1 331 717	1 341 974	1 429 141	1 614 895	13,0%	7,2%
1 000 F CFP	1 168 211	1 073 001	1 148 253	1 242 714	1 222 067	998 141	1 021 392	1 133 681	1 368 756	20,7%	12,0%
500 F CFP	885 713	913 157	920 429	871 534	864 922	808 713	821 873	832 946	849 019	1,9%	-1,8%
En millions de F CFP	13 379	13 487	14 789	16 546	17 282	15 617	15 789	16 819	19 260	14,5%	11,4%
10 000 F CFP	6 030	5 892	6 491	7 358	8 092	7 556	7 647	8 123	9 393	15,6%	16,1%
5 000 F CFP	5 738	6 065	6 689	7 509	7 536	6 659	6 710	7 146	8 075	13,0%	7,2%
1 000 F CFP	1 168	1 073	1 148	1 243	1 222	998	1 021	1 134	1 369	20,7%	12,0%
500 F CFP	443	457	460	436	433	404	411	417	425	1,9%	-1,8%

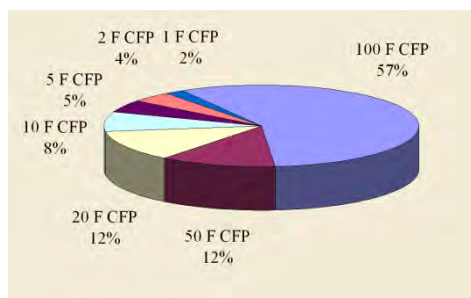
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin décembre 2009



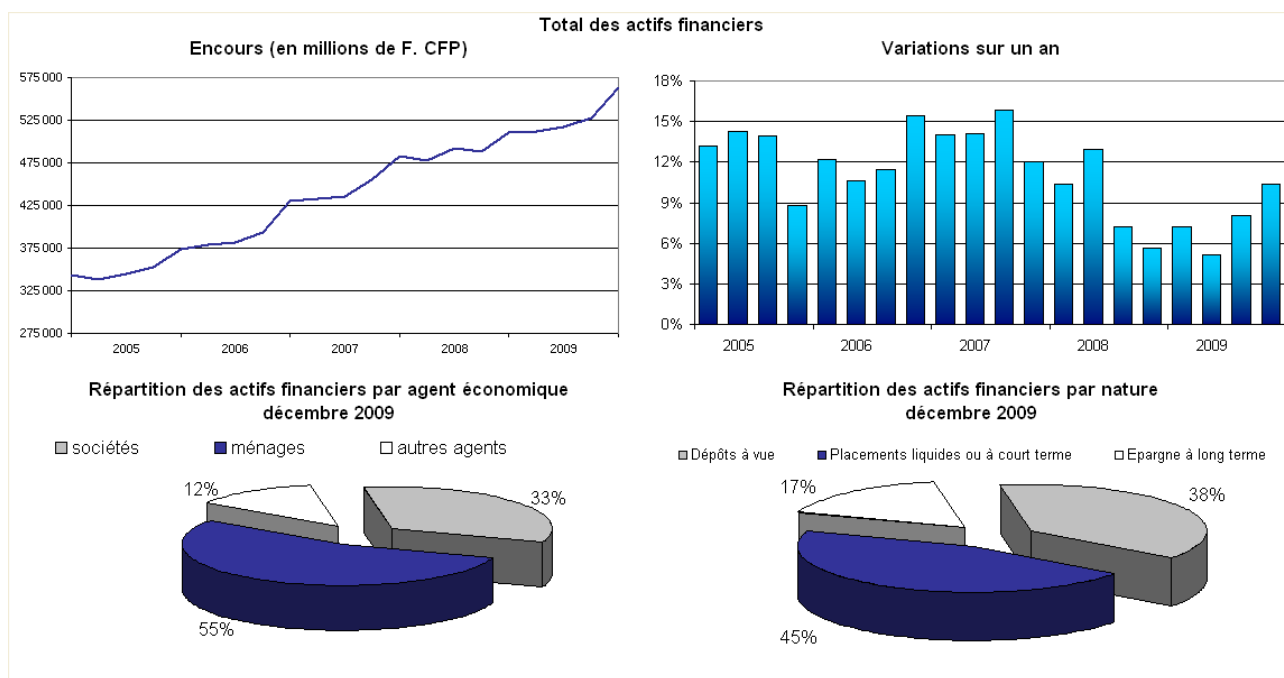
Source : IEOM

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
En nombre	89 823 578	94 200 663	98 917 590	104 539 836	110 640 701	111 894 718	113 353 133	114 332 554	116 437 433	1,8%	5,2%
100 F CFP	6 682 812	6 994 320	7 327 385	7 938 841	8 378 492	8 382 546	8 588 531	8 612 541	8 838 357	2,6%	5,5%
50 F CFP	2 835 194	2 953 282	3 093 093	3 257 982	3 440 760	3 446 340	3 497 151	3 492 140	3 625 933	3,8%	5,4%
20 F CFP	6 778 566	7 167 381	7 529 363	7 974 330	8 537 805	8 688 603	8 810 674	8 852 716	9 092 135	2,7%	6,5%
10 F CFP	9 828 506	10 270 149	10 818 837	11 479 900	12 307 884	12 498 923	12 652 048	12 737 090	13 056 290	2,5%	6,1%
5 F CFP	11 250 691	11 828 033	12 649 908	13 461 161	14 473 084	14 773 505	15 021 921	15 230 302	15 629 234	2,6%	8,0%
2 F CFP	22 381 310	23 542 956	24 612 881	26 045 406	27 443 451	27 749 558	28 054 564	28 344 541	28 672 571	1,2%	4,5%
1 F CFP	30 066 499	31 444 542	32 886 123	34 382 216	36 059 225	36 355 243	36 728 244	37 063 224	37 522 913	1,2%	4,1%
En millions de F CFP	1 175	1 231	1 292	1 385	1 467	1 475	1 504	1 510	1 550	2,6%	5,7%
100 F CFP	668	699	733	794	838	838	859	861	884	2,6%	5,5%
50 F CFP	142	148	155	163	172	172	175	175	181	3,8%	5,4%
20 F CFP	136	143	151	160	171	174	176	177	182	2,7%	6,4%
10 F CFP	98	103	108	115	123	125	127	127	131	2,5%	6,1%
5 F CFP	56	59	63	67	72	74	75	76	78	2,5%	7,9%
2 F CFP	45	47	49	52	55	56	56	57	57	1,1%	4,4%
1 F CFP	30	31	33	34	36	36	37	37	38	1,1%	3,9%

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Les actifs par agent

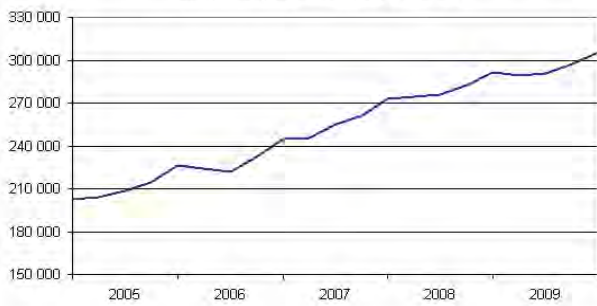
Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Sociétés	101 533	106 275	136 863	155 149	157 891	152 878	156 204	158 490	187 129	18,1%	18,5%
Dépôts à vue	63 014	68 591	89 121	97 209	101 369	84 879	87 569	91 944	116 942	27,2%	15,4%
Placements liquides ou à court terme	32 999	36 096	45 387	54 601	55 529	66 987	67 697	65 595	69 094	5,3%	24,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	640	761	275	259	261	465	552	529	563	6,4%	115,7%
Placements indexés sur les taux du marché	32 359	35 335	45 112	54 342	55 268	66 522	67 145	65 066	68 531	5,3%	24,0%
<i>dont comptes à terme</i>	30 219	33 801	40 449	47 909	52 067	61 024	62 728	59 977	62 069	3,5%	19,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2 140	1 534	4 663	6 433	3 201	5 499	4 417	5 089	6 462	27,0%	101,9%
Placements à long terme	5 520	1 588	2 355	3 339	993	1 012	938	951	1 093	14,9%	10,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5 466	1 409	2 343	2 060	992	1 010	936	949	1 081	13,9%	9,0%
Ménages	202 746	226 527	245 171	273 080	291 709	288 975	290 665	297 045	305 837	3,0%	4,8%
Dépôts à vue	56 280	60 923	67 370	71 436	74 900	70 252	71 580	73 361	78 287	6,7%	4,5%
Placements liquides ou à court terme	84 792	95 421	99 734	117 662	135 038	135 591	131 785	131 460	133 842	1,8%	-0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	55 311	59 894	62 556	64 704	72 269	77 709	79 448	81 521	84 567	3,7%	17,0%
<i>Livrets ordinaires</i>	43 119	47 237	49 155	50 645	56 339	61 651	63 559	65 791	68 769	4,5%	22,1%
<i>Livrets A et bleus</i>	11 331	11 701	12 318	13 047	14 946	15 072	14 899	14 735	14 779	0,3%	-1,1%
<i>Livrets jeunes</i>	146	188	253	265	294	302	295	301	322	7,0%	9,5%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	715	768	830	747	690	685	696	693	697	0,6%	1,0%
Placements indexés sur les taux du marché	29 481	35 527	37 178	52 958	62 769	57 882	52 337	49 939	49 275	-1,3%	-21,5%
<i>dont comptes à terme</i>	18 006	20 713	23 006	36 489	47 914	42 775	39 356	37 394	36 732	-1,8%	-23,3%
<i>dont bons de caisse</i>	870	826	784	633	541	520	563	372	285	-23,4%	-47,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	10 605	13 989	13 389	15 836	14 314	14 587	12 418	12 173	12 258	0,7%	-14,4%
Placements à long terme	61 674	70 183	78 067	83 982	81 771	83 132	87 300	92 224	93 708	1,6%	14,6%
<i>Plans d'épargne logement</i>	4 568	5 602	5 892	5 018	4 239	4 150	4 141	4 091	4 125	0,8%	-2,7%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	35	37	40	49	56	58	67	65	61	-6,2%	8,9%
<i>Portefeuille-titres</i>	4 171	3 560	4 482	4 575	2 627	2 820	3 626	4 436	4 342	-2,1%	65,3%
<i>OPCVM non monétaires</i>	5 904	7 803	6 317	4 408	2 411	2 280	2 337	2 470	2 688	8,8%	11,5%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	46 996	53 181	61 336	69 932	72 438	73 824	77 129	81 162	82 492	1,6%	13,9%
Autres agents	38 902	40 510	48 857	54 550	60 605	69 906	70 680	71 812	70 332	-2,1%	16,0%
Dépôts à vue	14 613	16 512	21 271	19 540	20 222	19 362	21 420	19 815	18 949	-4,4%	-6,3%
Placements liquides ou à court terme	24 279	23 924	26 710	34 052	39 620	49 780	48 501	51 232	50 621	-1,2%	27,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 184	2 680	2 895	3 445	3 319	3 741	4 575	4 622	4 772	3,2%	43,8%
Placements indexés sur les taux du marché	22 095	21 244	23 815	30 607	36 301	46 039	43 926	46 610	45 849	-1,6%	26,3%
<i>dont comptes à terme</i>	21 682	21 183	23 792	30 585	36 255	45 993	43 881	46 564	45 803	-1,6%	26,3%
Placements à long terme	10	74	876	958	763	764	759	765	762	-0,4%	-0,1%
TOTAL	343 181	373 312	430 891	482 779	510 205	511 759	517 549	527 347	563 298	6,8%	10,4%
Dépôts à vue	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	174 493	180 569	185 120	214 178	15,7%	9,0%
Placements liquides ou à court terme	142 070	155 441	171 831	206 315	230 187	252 358	247 983	248 287	253 557	2,1%	10,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	58 135	63 335	65 726	68 408	75 849	81 915	84 575	86 672	89 902	3,7%	18,5%
Placements indexés sur les taux du marché	83 935	92 106	106 105	137 907	154 338	170 443	163 408	161 615	163 655	1,3%	6,0%
Placements à long terme	67 204	71 845	81 298	88 279	83 527	84 908	88 997	93 940	95 563	1,7%	14,4%



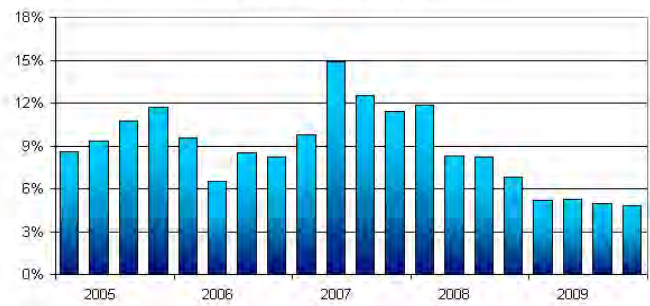
es avoirs des ménages

Total des actifs financiers des ménages

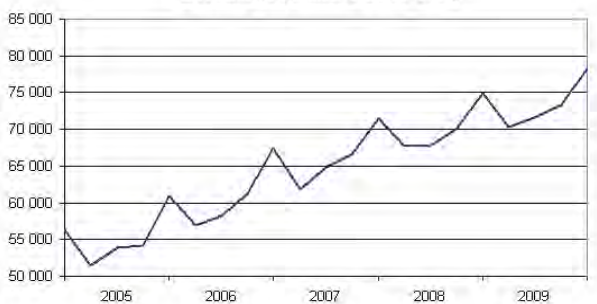
Encours (en millions de F. CFP)



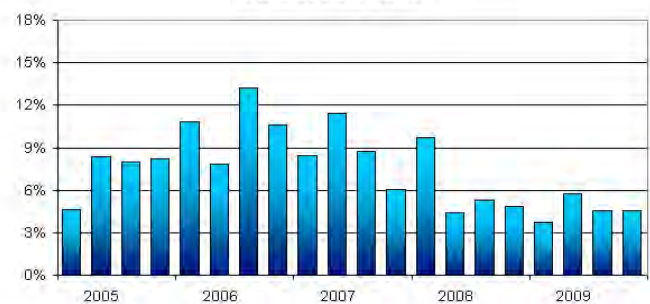
Variations sur un an



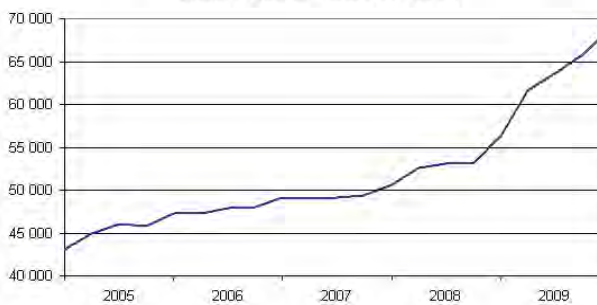
Encours (en millions de F. CFP)



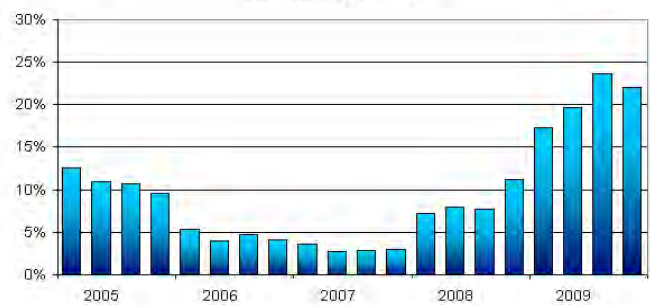
Variations sur un an



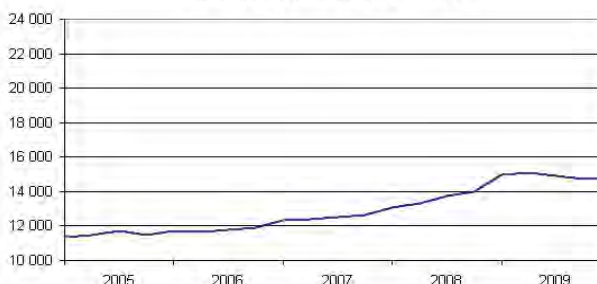
Encours (en millions de F. CFP)



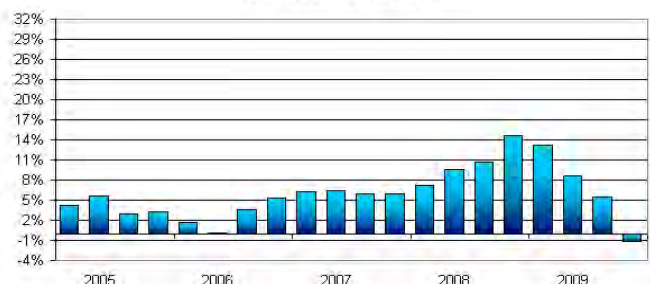
Variations sur un an



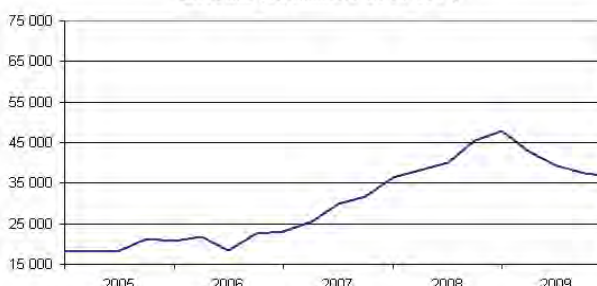
Encours (en millions de F. CFP)



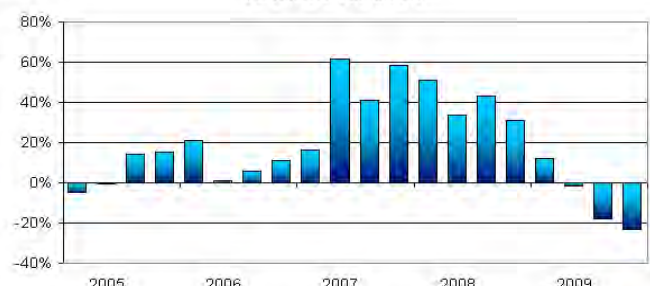
Variations sur un an



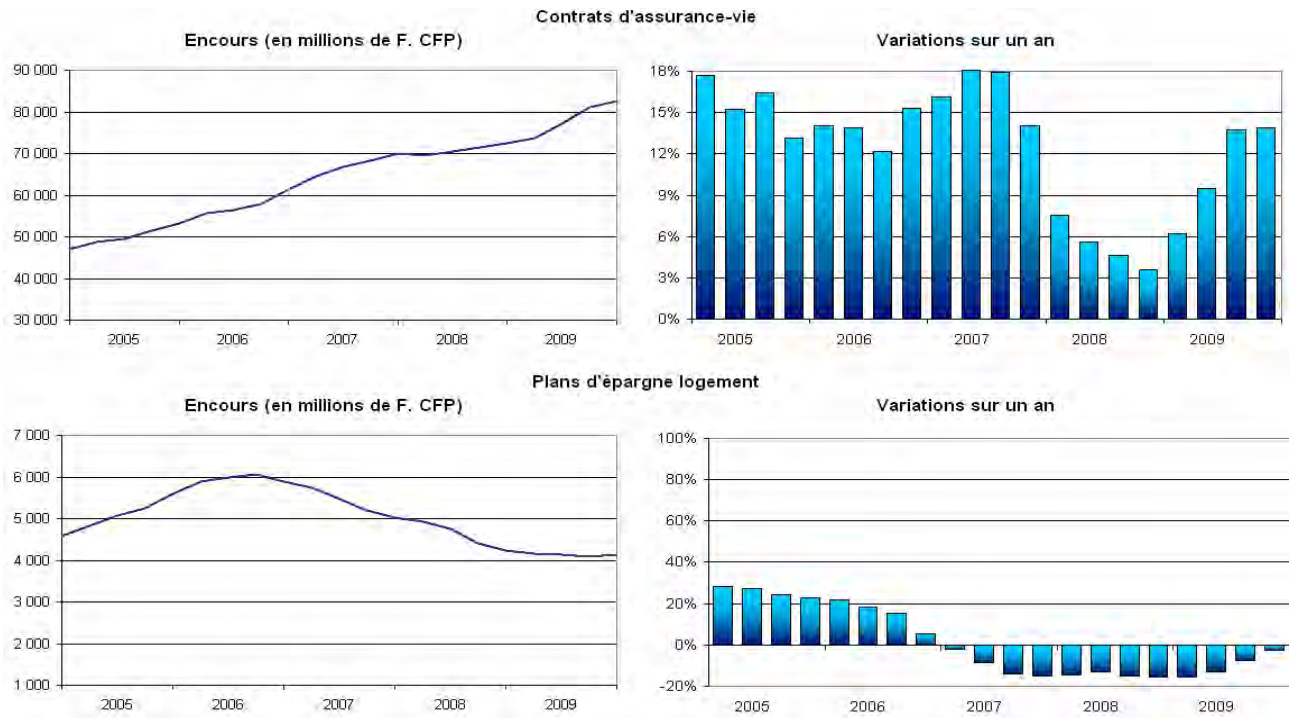
Encours (en millions de F. CFP)



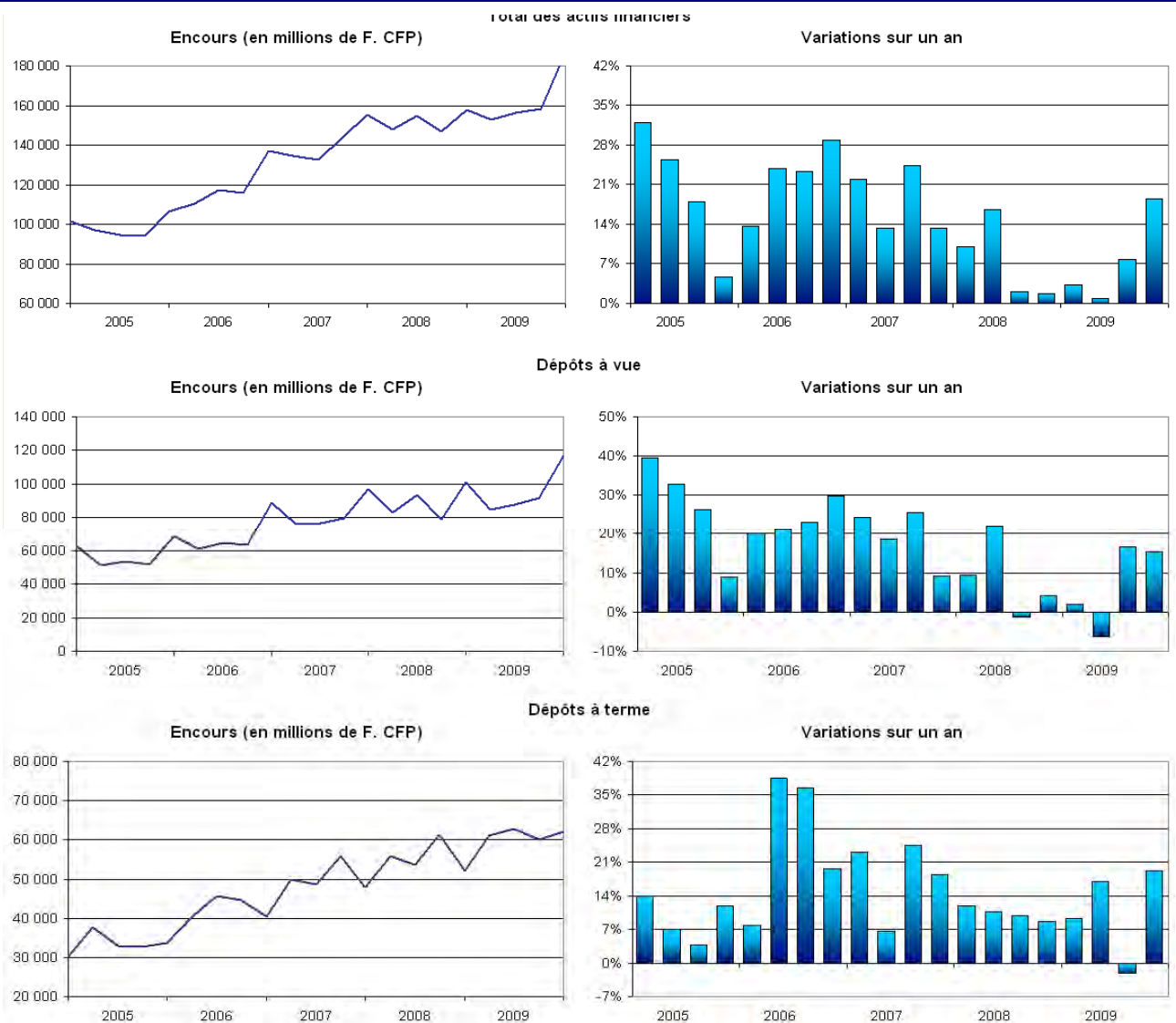
Variations sur un an



Conjoncture financière et bancaire

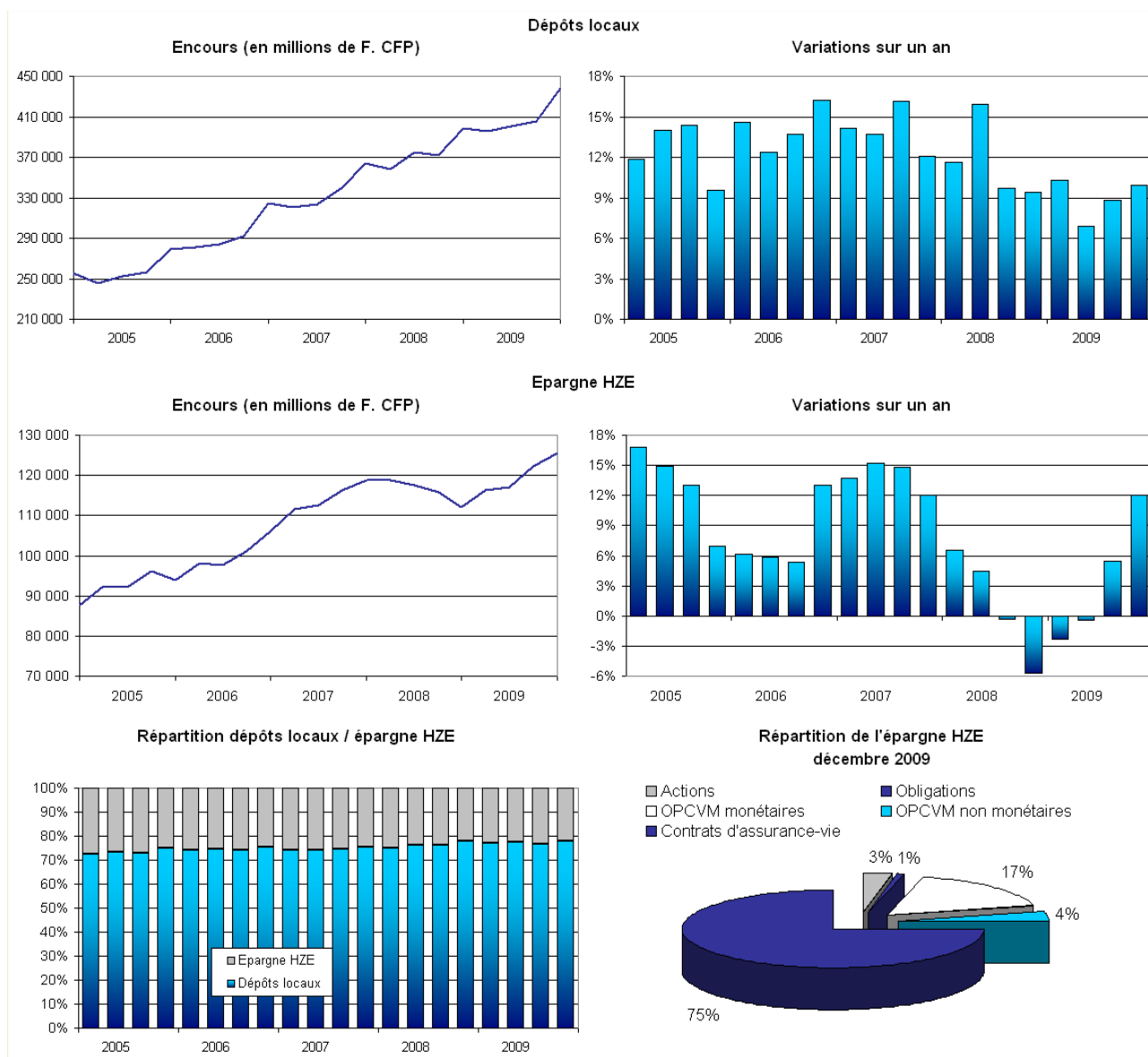


Les avoirs des sociétés



3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Dépôts locaux	255 183	279 473	324 874	363 990	398 219	395 464	400 562	405 139	437 871	8,1%	10,0%
Dépôts à vue	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	174 494	180 569	185 120	214 179	15,7%	9,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	50 498	56 924	59 081	60 190	64 951	70 659	73 466	75 713	78 803	4,1%	21,3%
Livrets ordinaires	45 032	50 304	52 027	54 073	59 660	65 452	68 257	70 550	73 593	4,3%	23,4%
Livrets jeunes	146	188	253	265	295	303	295	302	322	6,6%	9,2%
Comptes d'épargne logement	715	776	832	750	693	688	699	697	699	0,3%	0,9%
Plans d'épargne logement	4 570	5 618	5 929	5 053	4 245	4 158	4 148	4 099	4 128	0,7%	-2,8%
Autres comptes d'épargne	35	38	40	49	58	58	67	65	61	-6,2%	5,2%
Dépôts à terme	69 908	75 697	87 247	114 982	136 236	149 791	145 964	143 934	144 604	0,5%	6,1%
Bons de caisse	870	826	784	633	541	520	563	372	285	-23,4%	-47,3%
Epargne HZE	87 743	93 839	106 017	118 790	111 984	116 207	116 986	122 209	125 429	2,6%	12,0%
Livrets A et bleus	11 988	12 067	12 614	13 320	15 200	15 383	15 324	15 124	15 288	1,1%	0,6%
Actions	2 826	2 993	4 398	5 771	2 550	2 612	2 980	3 716	3 482	-6,3%	36,5%
Obligations	1 398	746	95	83	78	209	648	723	873	20,7%	n.s.
OPCVM monétaires	13 157	15 583	18 075	22 292	17 561	20 132	16 881	17 308	18 766	8,4%	6,9%
OPCVM non monétaires	11 378	9 269	9 499	7 392	4 157	4 047	4 024	4 176	4 528	8,4%	8,9%
Contrats d'assurance-vie	46 996	53 181	61 336	69 932	72 438	73 824	77 129	81 162	82 492	1,6%	13,9%
TOTAL	342 926	373 312	430 891	482 780	510 203	511 671	517 548	527 348	563 300	6,8%	10,4%



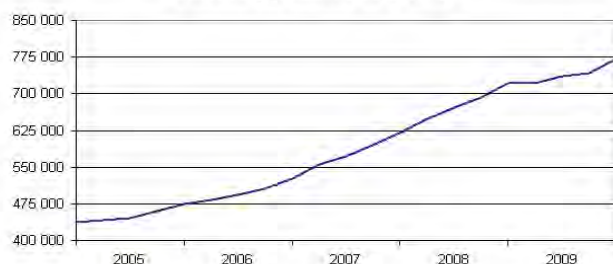
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés à cette date par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

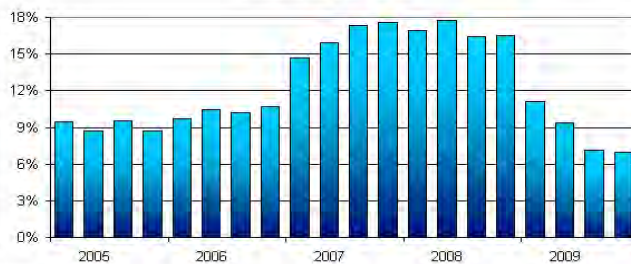
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an	
Entreprises	167 232	187 530	217 667	280 901	346 659	346 176	363 980	364 064	382 006	4,9%	10,2%	
Crédits d'exploitation	53 060	61 903	67 020	71 287	78 739	74 704	79 502	76 084	76 575	0,6%	-2,7%	
Créances commerciales	3 772	3 951	3 125	3 527	3 893	3 614	3 688	3 434	4 047	17,9%	4,0%	
Crédits de trésorerie	28 132	30 598	34 750	41 495	43 022	42 048	43 700	45 270	44 016	-2,8%	2,3%	
dont entrepreneurs individuels	1 870	1 682	1 688	1 649	1 382	1 393	1 447	1 523	1 455	-4,5%	5,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	21 156	27 354	29 145	26 265	31 824	29 042	32 114	27 380	28 512	4,1%	-10,4%	
Crédits d'investissement	78 427	86 480	99 476	142 683	194 599	197 955	201 326	201 075	206 208	2,6%	6,0%	
Crédits à l'équipement	69 463	76 293	89 514	132 150	184 286	187 983	191 756	191 826	197 160	2,8%	7,0%	
dont entrepreneurs individuels	6 063	6 173	6 585	7 362	8 263	8 362	8 346	8 305	8 787	5,8%	6,3%	
Crédit-bail	8 964	10 187	9 962	10 533	10 313	9 972	9 570	9 249	9 048	-2,2%	-12,3%	
Crédits à la construction	34 682	37 425	46 254	60 560	66 089	66 702	76 227	79 611	91 740	15,2%	38,8%	
Autres crédits	1 063	1 722	4 917	6 371	7 232	6 815	6 925	7 294	7 483	2,6%	3,5%	
Ménages	210 313	229 766	247 192	273 373	306 711	308 911	312 299	317 176	328 201	3,5%	7,4%	
Crédits à la consommation	50 465	52 233	57 553	60 065	63 391	63 415	64 062	65 237	65 707	0,7%	3,7%	
Crédits de trésorerie	37 991	38 811	41 760	44 324	47 687	47 539	48 401	49 721	50 837	2,2%	6,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	2 767	2 881	4 007	2 602	2 895	3 193	3 091	3 201	2 913	-9,0%	0,6%	
Crédit-bail	9 707	10 541	11 786	13 139	12 809	12 683	12 570	12 315	11 957	-2,9%	-6,7%	
Crédits à l'habitat	159 099	176 625	188 682	212 123	241 031	244 360	247 092	250 725	260 763	4,0%	8,2%	
Autres crédits	749	908	957	1 185	1 289	1 136	1 145	1 214	1 731	42,6%	34,3%	
Collectivités locales	34 597	33 549	34 091	39 499	39 194	36 743	34 732	35 134	36 060	2,6%	-8,0%	
Crédits d'exploitation	670	1 565	2 088	7 152	4 967	3 532	2 826	2 905	3 201	10,2%	-35,6%	
Crédits de trésorerie	313	1 322	1 436	7 074	4 899	3 397	2 628	2 668	3 167	18,7%	-35,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	357	243	652	78	68	135	198	237	34	-85,7%	-50,0%	
Crédits d'investissement	31 641	30 578	30 807	31 296	33 225	32 325	31 086	31 420	32 118	2,2%	-3,3%	
Crédits à l'équipement	31 639	30 565	30 790	31 254	33 164	32 258	31 012	31 265	31 971	2,3%	-3,6%	
Crédit-bail	2	13	17	42	61	67	74	155	147	-5,2%	141,0%	
Crédits à l'habitat	1 604	784	637	557	488	466	436	426	395	-7,3%	-19,1%	
Autres crédits	682	622	559	494	514	420	384	383	346	-9,7%	-32,7%	
Autres agents de CCB non ventilés	8 309	8 227	12 466	10 392	10 014	9 835	9 600	9 985	9 732	-2,5%	-2,8%	
Total encours sain	420 451	459 072	511 416	604 165	701 578	701 665	720 611	726 359	755 999	4,1%	7,8%	
Créances douteuses brutes	16 705	16 337	15 014	14 792	14 206	14 354	14 593	15 039	15 435	2,6%	8,7%	
Créances douteuses nettes	5 823	6 330	5 085	4 848	4 579	4 639	4 683	4 886	5 045	3,3%	10,2%	
dont entreprises	3 978	3 881	3 298	2 870	2 651	2 642	2 766	2 787	2 896	3,9%	9,2%	
dont ménages	1 495	1 611	1 713	1 923	1 882	1 942	1 865	2 064	2 114	2,4%	12,3%	
Provisions	10 882	10 007	9 929	9 944	9 627	9 715	9 910	10 153	10 390	2,3%	7,9%	
Total encours brut	437 156	475 409	526 430	618 957	715 784	716 019	735 204	741 398	771 434	4,1%	7,8%	
Taux de créances douteuses	4,0%	3,6%	2,9%	2,4%	2,0%	2,0%	2,0%	2,1%	2,0%	0 pt	0 pt	
Taux de provisionnement	65,1%	61,3%	66,1%	67,2%	67,8%	67,7%	67,9%	67,5%	67,3%	-0,2 pt	-0,5 pt	

Encours (en millions de F. CFP)

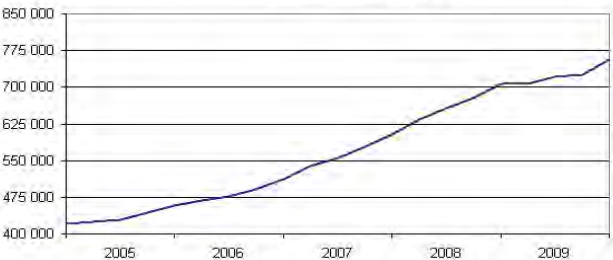


Encours de crédit brut

Variations sur un an

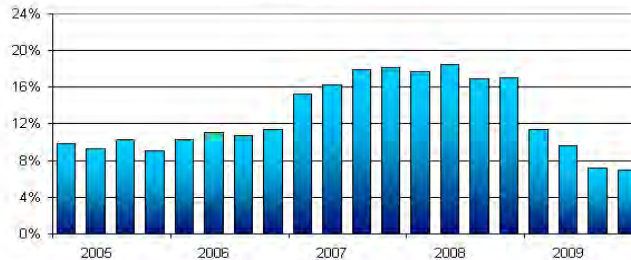


Encours (en millions de F. CFP)

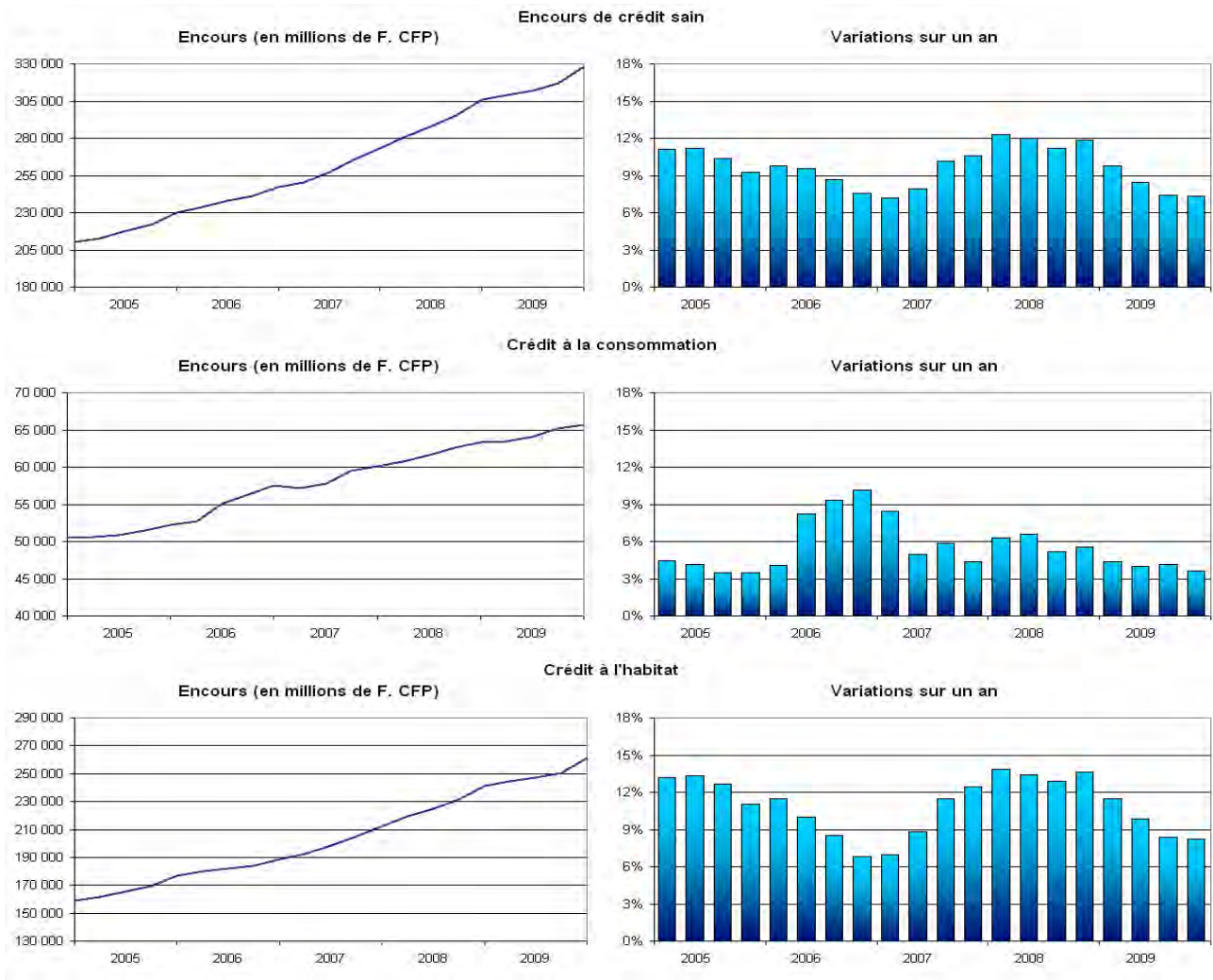


Encours de crédit sain

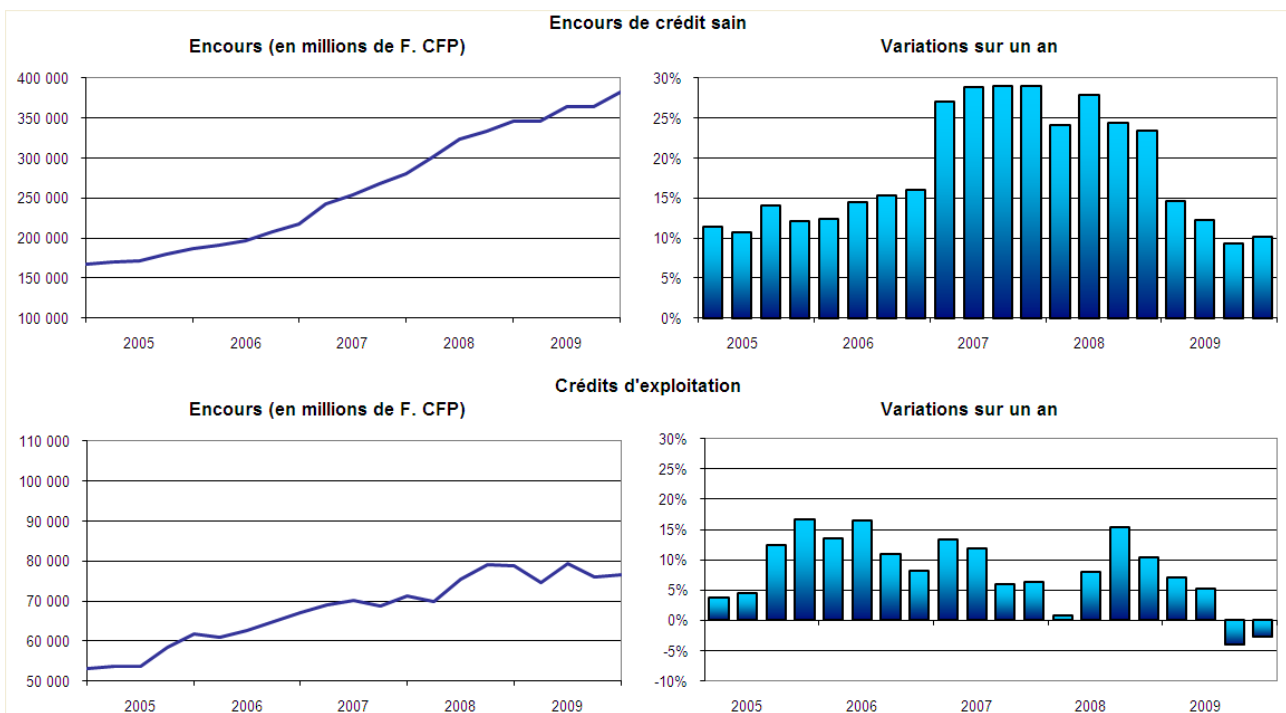
Variations sur un an



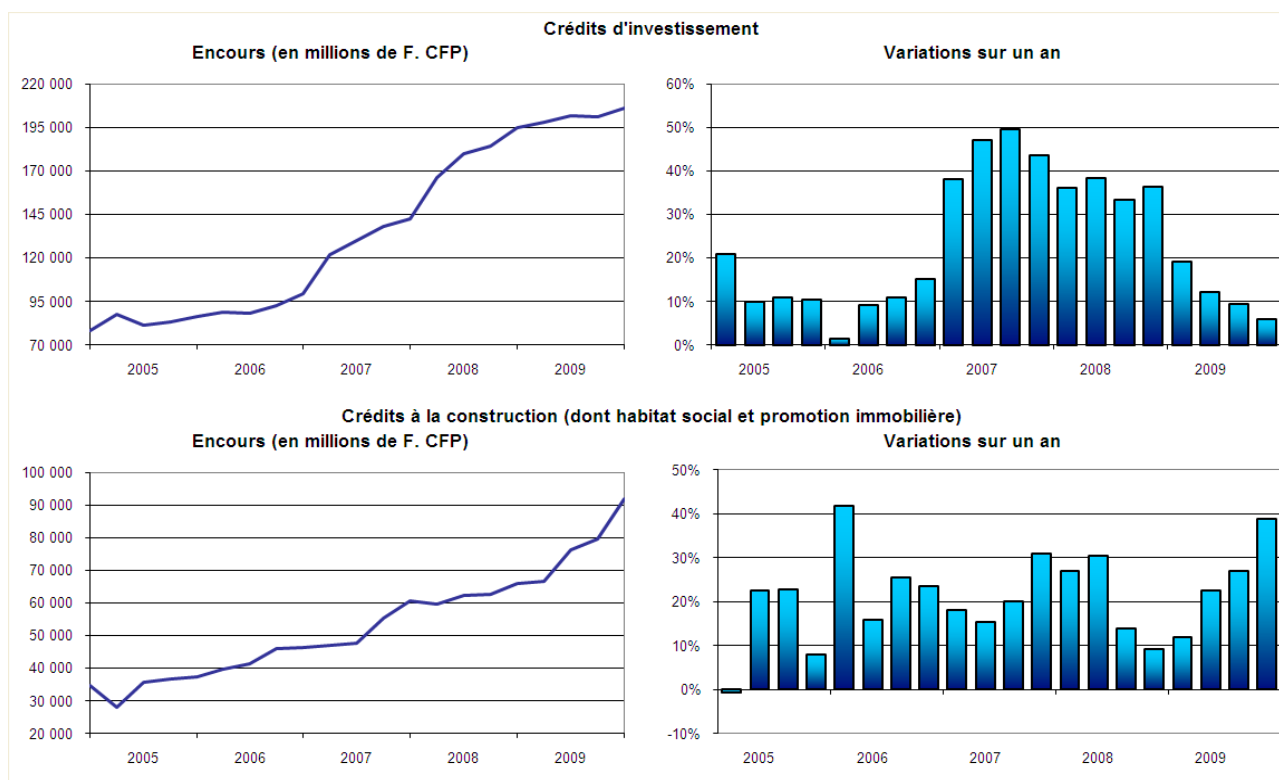
L'endettement des ménages



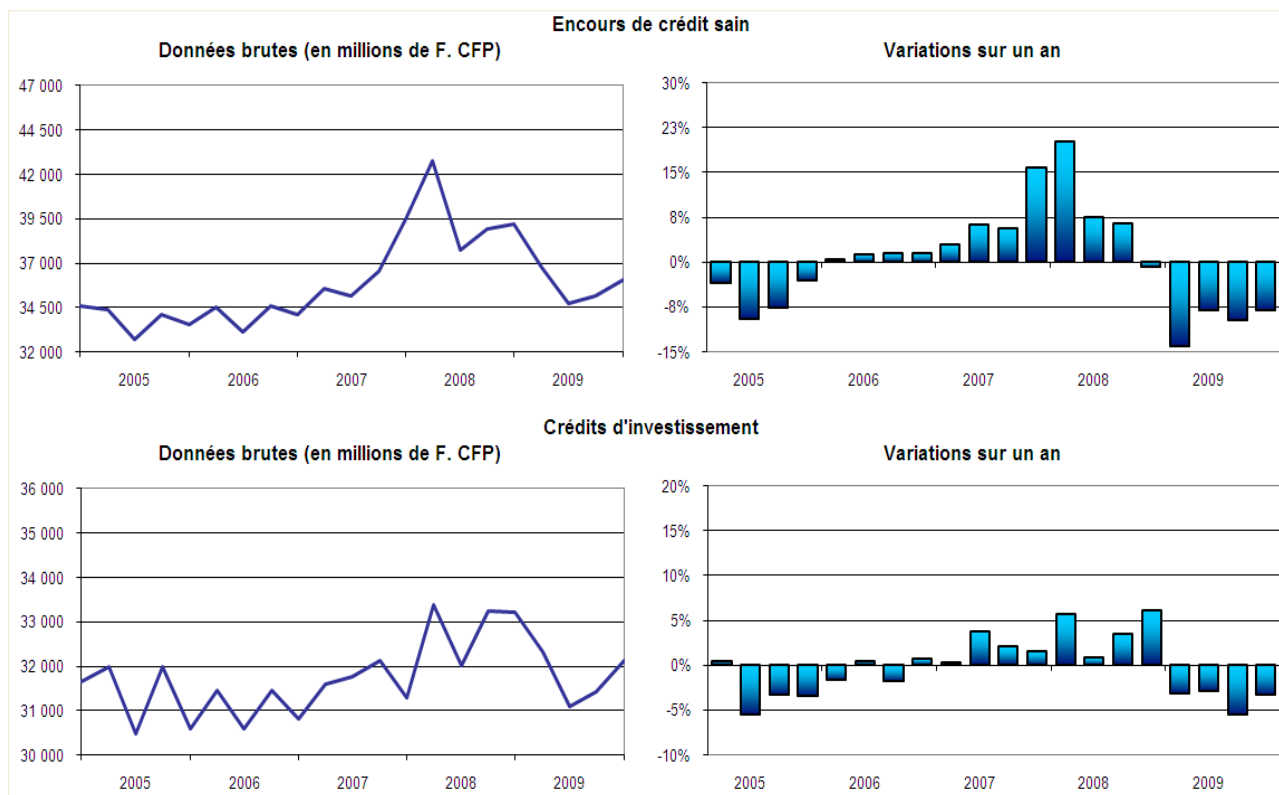
L'endettement des entreprises



Conjoncture financière et bancaire



L'endettement des collectivités locales

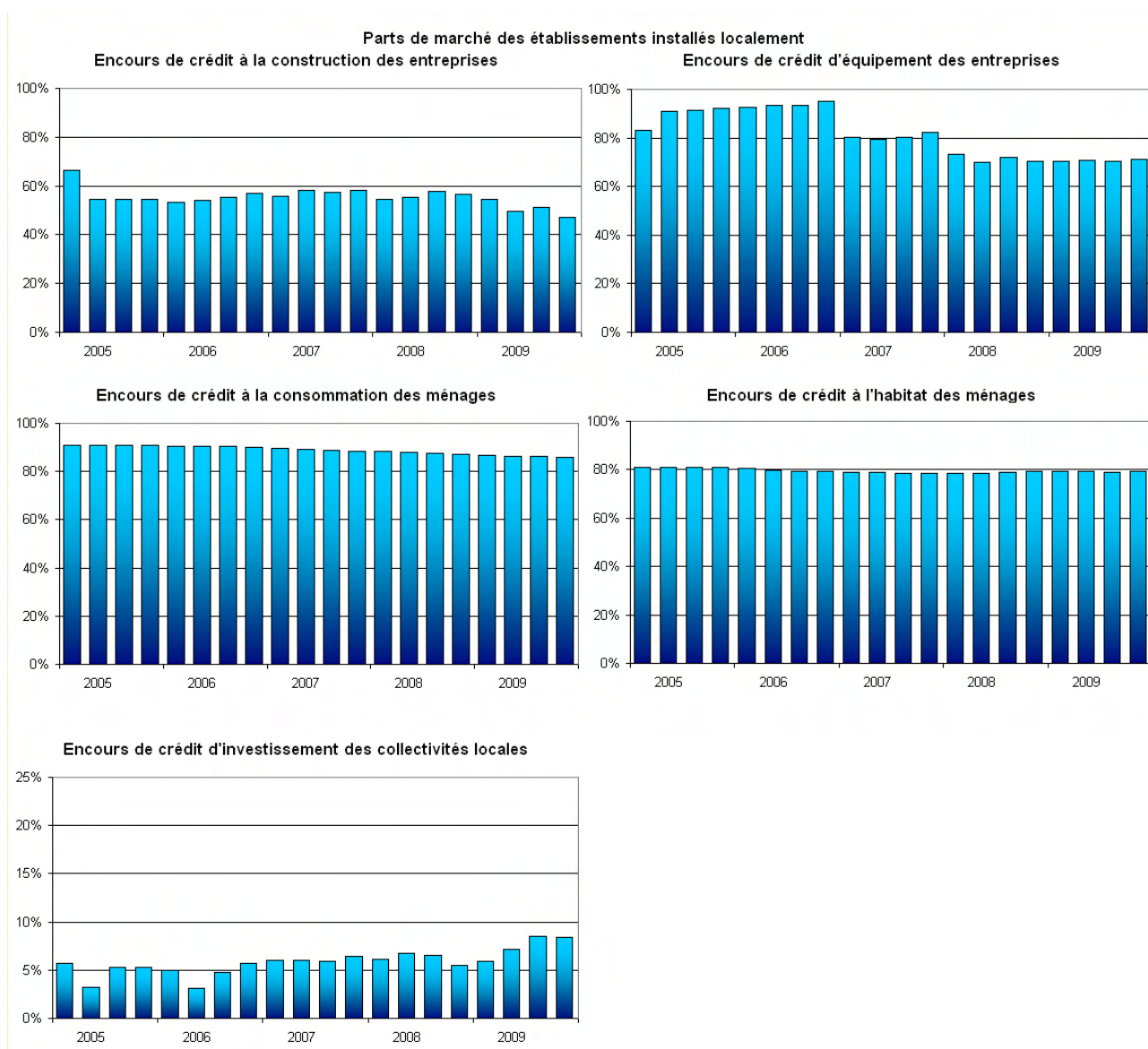


4.1 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Entreprises	142 228	163 352	192 626	227 933	258 894	255 784	265 953	265 134	273 861	3,3%	5,8%
Crédits d'exploitation	53 060	61 903	67 020	69 840	77 994	73 959	79 502	76 084	76 575	0,6%	-1,8%
<i>Créances commerciales</i>	3 772	3 951	3 125	3 527	3 893	3 614	3 688	3 434	4 047	17,9%	4,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	28 132	30 598	34 750	40 278	43 022	42 048	43 700	45 270	44 016	-2,8%	2,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 870	1 682	1 688	1 649	1 382	1 393	1 447	1 523	1 455	-4,5%	5,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	21 156	27 354	29 145	26 035	31 079	28 297	32 114	27 380	28 512	4,1%	-8,3%
Crédits d'investissement	70 520	79 579	94 408	117 349	137 032	139 236	142 420	141 621	147 020	3,8%	7,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	61 556	69 392	84 446	106 910	126 770	129 327	132 903	132 444	138 073	4,3%	8,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 063	6 173	6 585	7 362	8 175	8 250	8 229	8 190	8 677	5,9%	6,1%
<i>Crédit-bail</i>	8 964	10 187	9 962	10 439	10 262	9 909	9 517	9 177	8 947	-2,5%	-12,8%
Crédits à la construction	17 886	20 385	26 430	35 123	37 493	36 406	37 677	40 706	43 293	6,4%	15,5%
Autres crédits	762	1 485	4 768	5 621	6 375	6 183	6 354	6 723	6 973	3,7%	9,4%
Ménages	175 238	191 384	202 285	220 574	247 721	250 194	252 060	255 880	264 957	3,5%	7,0%
Crédits à la consommation	45 877	47 490	51 869	53 176	55 241	55 024	55 324	56 307	56 456	0,3%	2,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33 403	34 068	36 076	37 435	39 537	39 148	39 663	40 791	41 586	1,9%	5,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 767	2 881	4 007	2 602	2 895	3 193	3 091	3 201	2 913	-9,0%	0,6%
<i>Crédit-bail</i>	9 707	10 541	11 786	13 139	12 809	12 683	12 570	12 315	11 957	-2,9%	-6,7%
Crédits à l'habitat	128 614	142 988	149 459	166 213	191 191	194 034	195 591	198 359	206 770	4,2%	8,1%
Autres crédits	747	906	957	1 185	1 289	1 136	1 145	1 214	1 731	42,6%	34,3%
Collectivités locales	2 895	3 712	4 309	9 566	7 471	6 094	5 396	5 911	6 238	5,5%	-16,5%
Crédits d'exploitation	670	1 565	2 088	7 152	4 967	3 529	2 823	2 902	3 201	10,3%	-35,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	313	1 322	1 436	7 074	4 899	3 397	2 628	2 668	3 167	18,7%	-35,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	357	243	652	78	68	132	195	234	34	-85,5%	-50,0%
Crédits d'investissement	1 683	1 608	1 767	2 000	2 130	2 200	2 217	2 663	2 700	1,4%	26,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 681	1 595	1 750	1 958	2 069	2 133	2 143	2 508	2 553	1,8%	23,4%
<i>Crédit-bail</i>	2	13	17	42	61	67	74	155	147	-5,2%	141,0%
Crédits à l'habitat	542	539	454	414	374	365	356	346	337	-2,6%	-9,9%
Autres agents de CCB non ventilés	8 309	8 227	12 466	10 160	9 778	9 218	9 377	9 410	9 297	-1,2%	-4,9%
Total encours sain	328 670	366 675	411 686	468 233	523 864	521 290	532 786	536 335	554 353	3,4%	5,8%
Créances douteuses brutes	16 108	15 327	14 837	14 196	13 314	13 510	13 896	14 348	14 756	2,8%	10,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 226	5 320	4 908	4 253	3 687	3 795	3 986	4 195	4 366	4,1%	18,4%
<i>dont entreprises</i>	3 946	3 881	3 298	2 573	2 214	2 183	2 487	2 536	2 625	3,5%	18,6%
<i>dont ménages</i>	1 256	1 382	1 536	1 625	1 427	1 557	1 446	1 623	1 706	5,1%	19,6%
<i>Provisions</i>	10 882	10 007	9 929	9 943	9 627	9 715	9 910	10 153	10 390	2,3%	7,9%
Total encours brut	344 778	382 002	426 523	482 429	537 178	534 800	546 682	550 683	569 109	3,3%	5,9%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,0%	3,5%	2,9%	2,5%	2,5%	2,5%	2,6%	2,6%	0 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	67,6%	65,3%	66,9%	70,0%	72,3%	71,9%	71,3%	70,8%	70,4%	-0,3 pt	-1,9 pt

Parts de marché des établissements installés localement

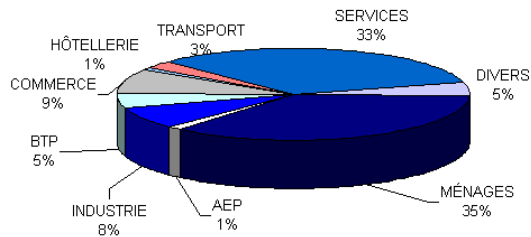




5. Les engagements bancaires

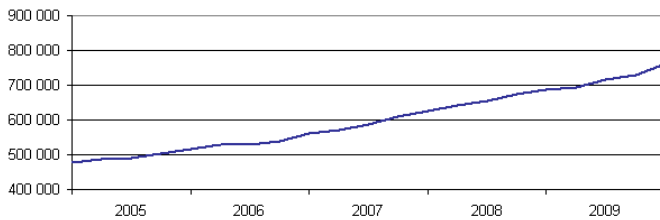
5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 31 décembre 2009

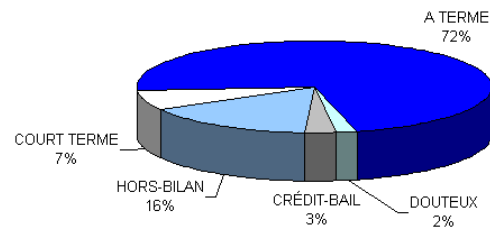


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

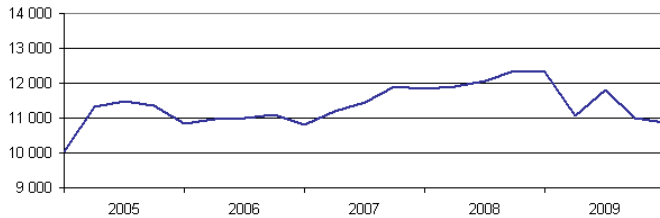


Structure en %

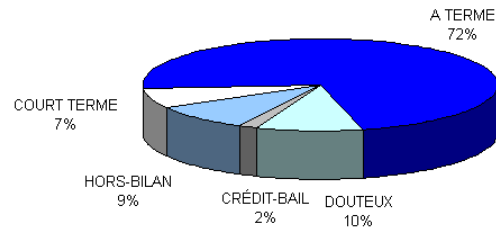


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

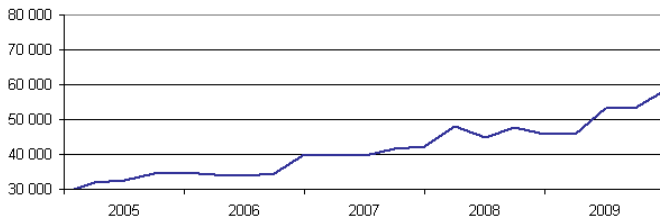


Structure en %

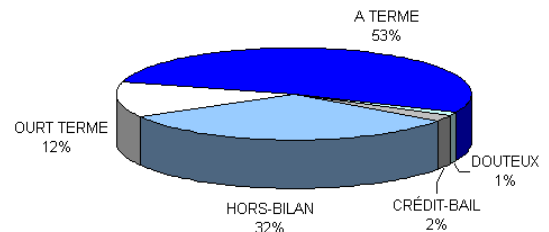


INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



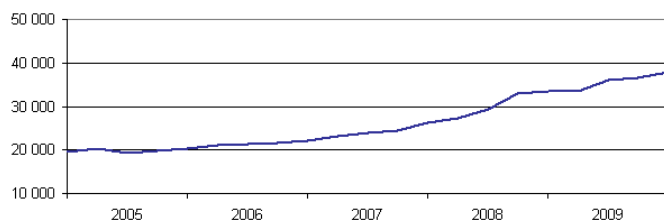
Structure en %



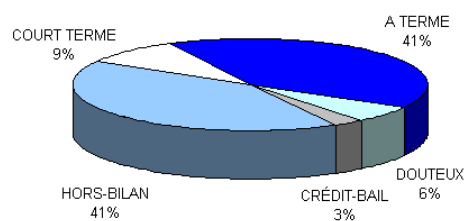
Conjoncture financière et bancaire

BTP

Encours en millions de F CFP

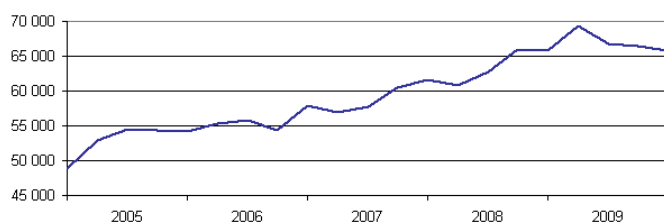


Structure en %

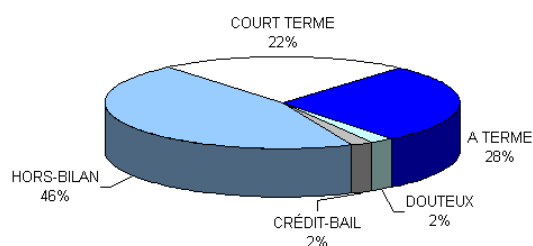


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

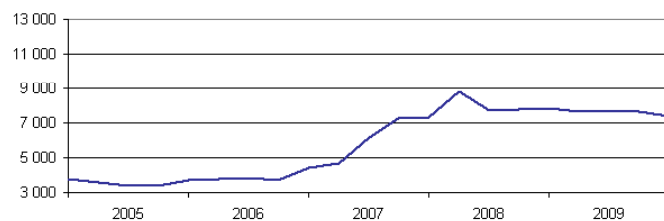


Structure en %

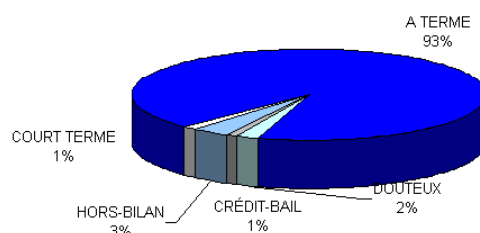


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

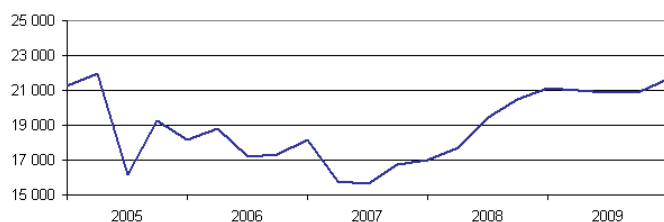


Structure en %

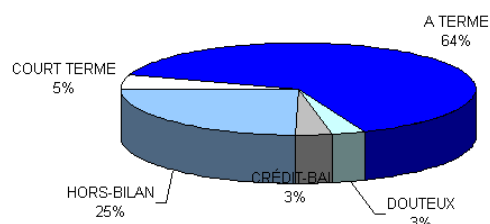


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

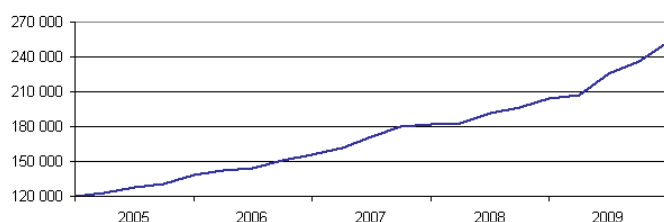


Structure en %

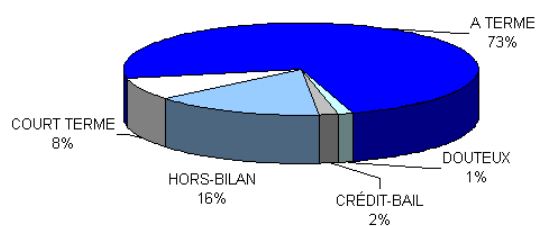


SERVICES

Encours en millions de F CFP



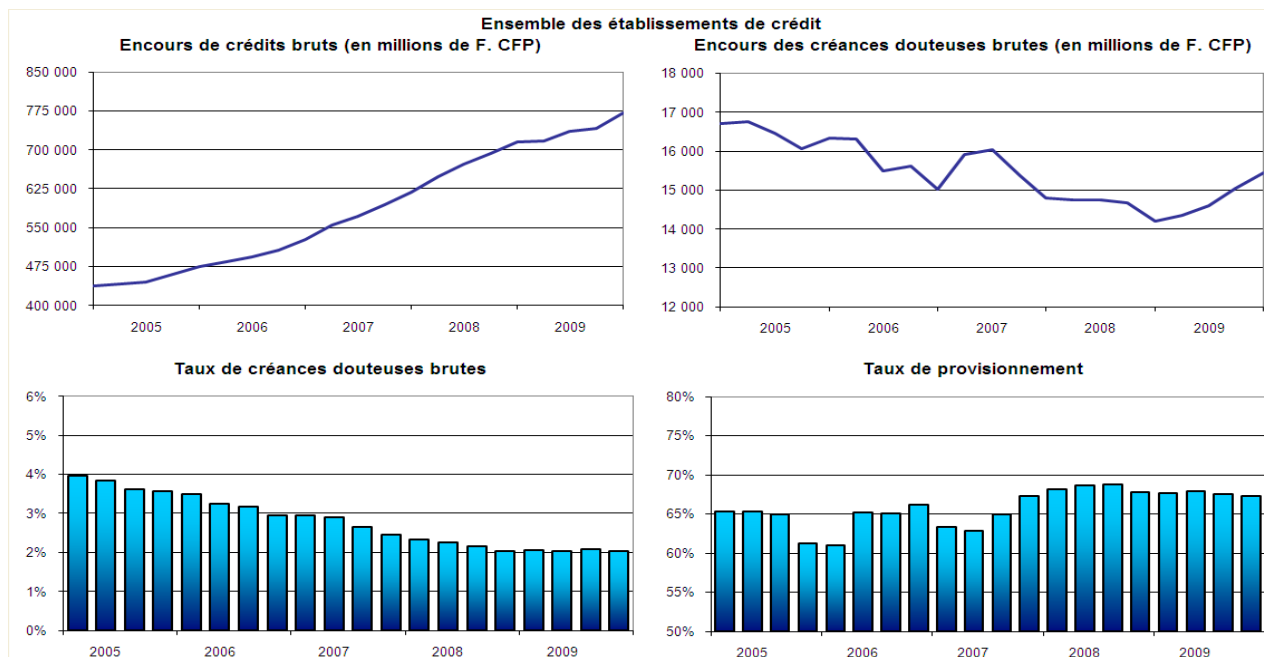
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

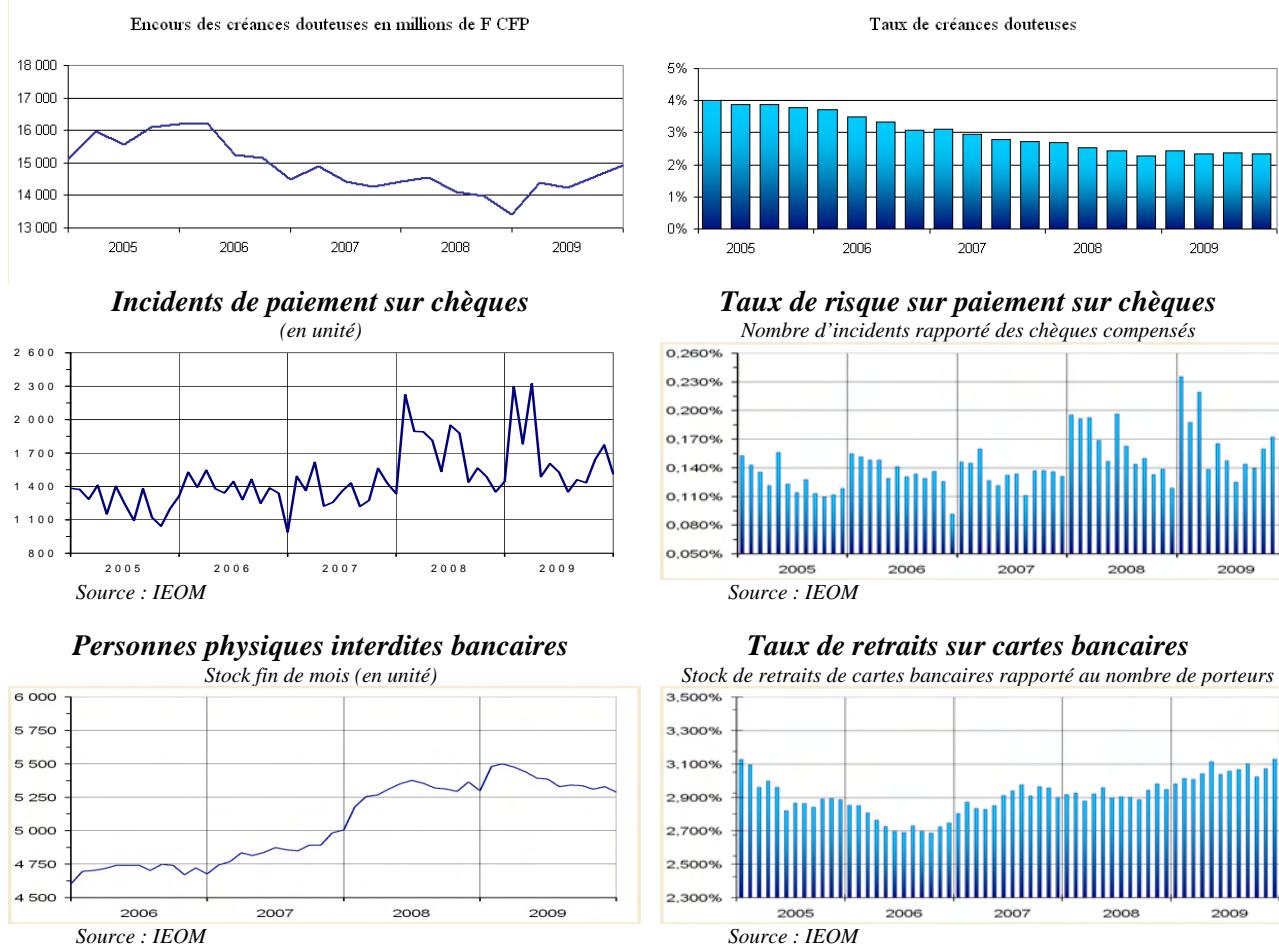
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : BAFI)



Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

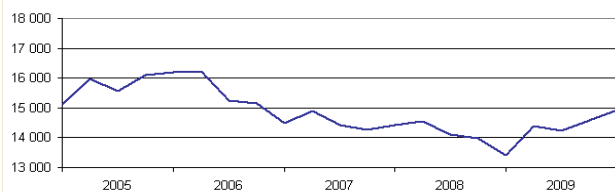
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



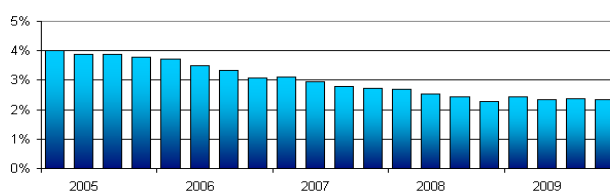
Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

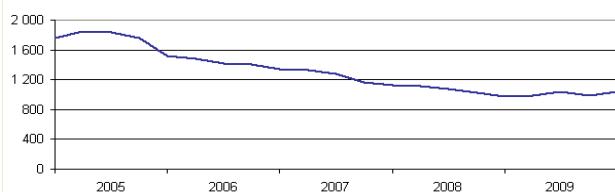


Taux de créances douteuses

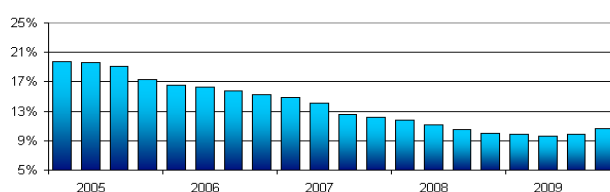


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

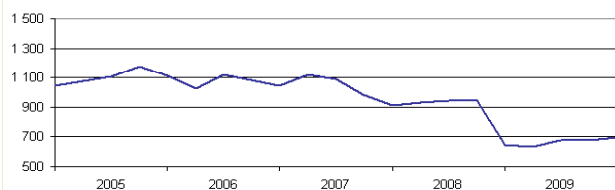


Taux de créances douteuses

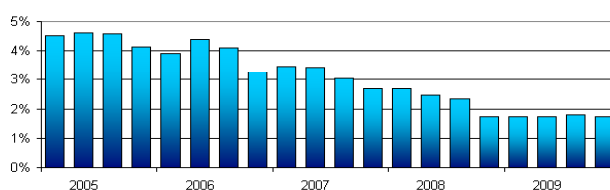


INDUSTRIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

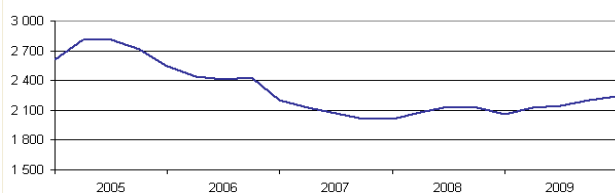


Taux de créances douteuses

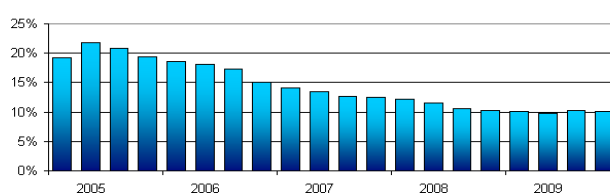


BTP

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

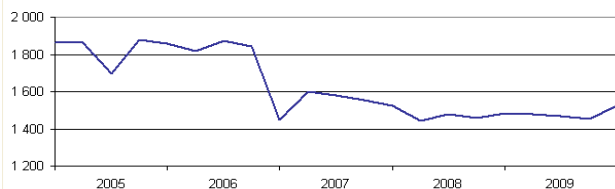


Taux de créances douteuses

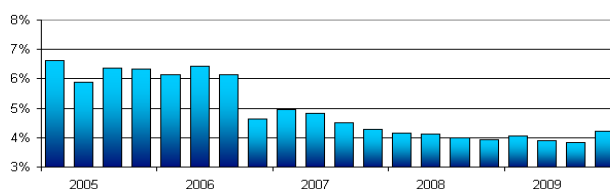


COMMERCE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

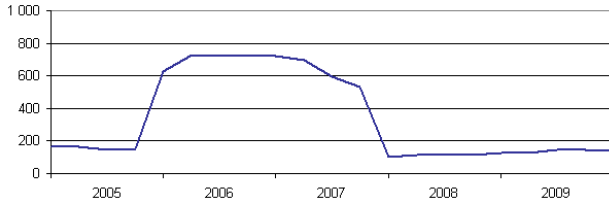


Taux de créances douteuses

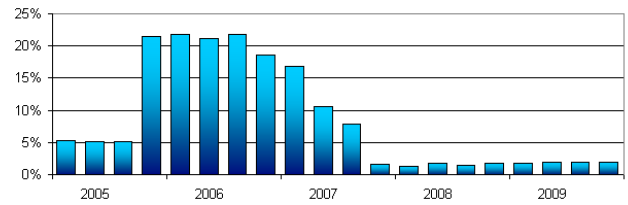


HÔTELLERIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

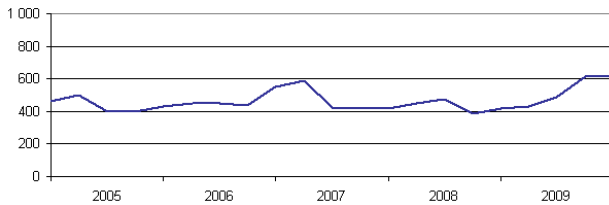


Taux de créances douteuses

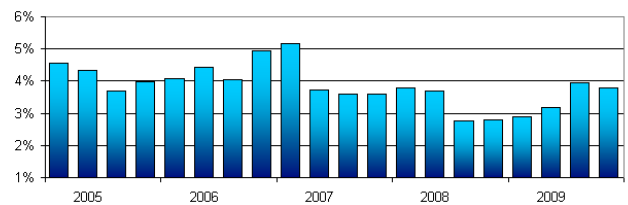


TRANSPORT

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

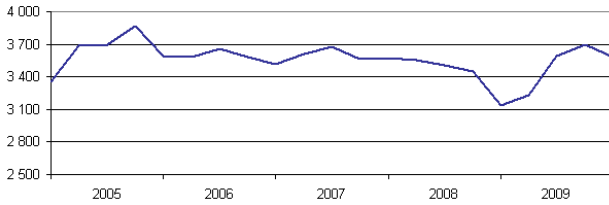


Taux de créances douteuses

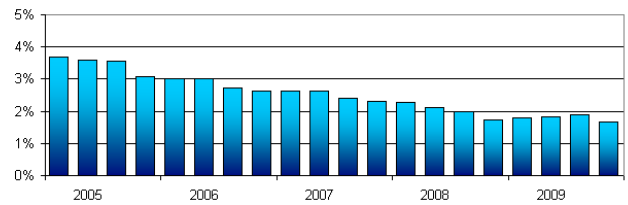


SERVICES

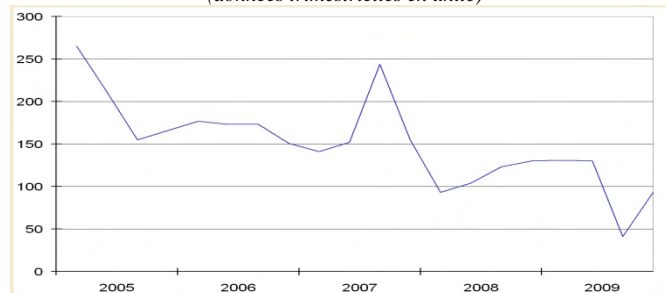
Encours des créances douteuses en millions de F CFP



Taux de créances douteuses



Incidents de paiement sur effets (données trimestrielles en unité)



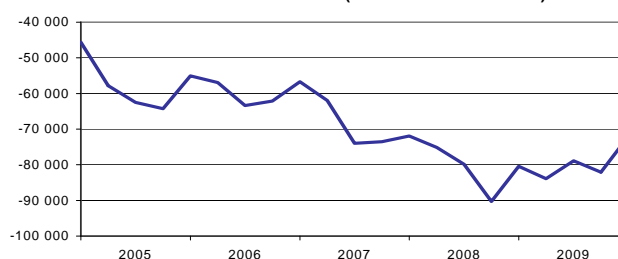
Source : IEOM

6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Emplois	355 641	394 465	441 057	502 036	555 225	553 828	564 070	572 905	594 485	3,8%	7,1%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	345 038	382 003	426 523	482 429	537 178	534 800	546 704	550 695	569 116	3,3%	5,9%
Réserves obligatoires et libres	10 603	12 462	14 534	19 607	18 047	19 028	17 366	22 210	25 369	14,2%	40,6%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	355 641	394 465	441 057	502 036	555 225	553 828	564 070	572 905	594 485	3,8%	7,1%
Dépôts collectés (- encaisses)	254 778	276 719	321 074	357 957	392 261	390 178	394 964	398 826	430 334	7,9%	9,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	43 875	45 966	49 663	54 249	57 149	57 481	59 690	60 082	60 484	0,7%	5,8%
Excédent des opérations diverses des EC	1 043	5 527	4 753	7 509	8 075	4 270	12 118	14 410	14 129	-2,0%	75,0%
Réescompte	10 334	11 186	8 862	10 388	17 317	17 984	18 425	17 534	17 522	-0,1%	1,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	45 611	55 067	56 705	71 933	80 423	83 915	78 873	82 053	72 016	-12,2%	-10,5%

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

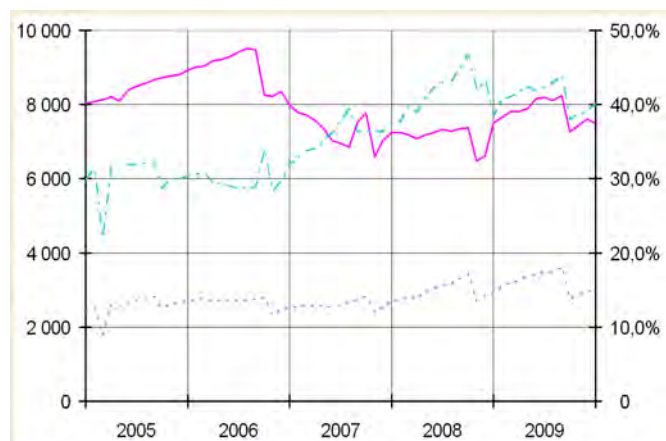


6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte										Variations	
	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	8 032	8 928	7 990	7 242	7 495	7 808	8 186	7 269	7 492	3,1%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 406	2 715	2 546	2 700	2 894	3 247	3 476	2 768	3 008	8,7%	3,9%
Taux	30%	30%	32%	37%	39%	42%	42%	38%	40%	2 pt	1 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)	11 213	11 187	8 865	10 388	17 317	18 727	18 425	17 534	17 522	-0,1%	1,2%
Entreprises	10 330	10 663	8 583	10 282	17 274	18 697	18 404	17 519	17 513	0,0%	1,4%
Particuliers	883	524	282	126	43	30	21	15	9	-40,0%	ns

Cotation des entreprises

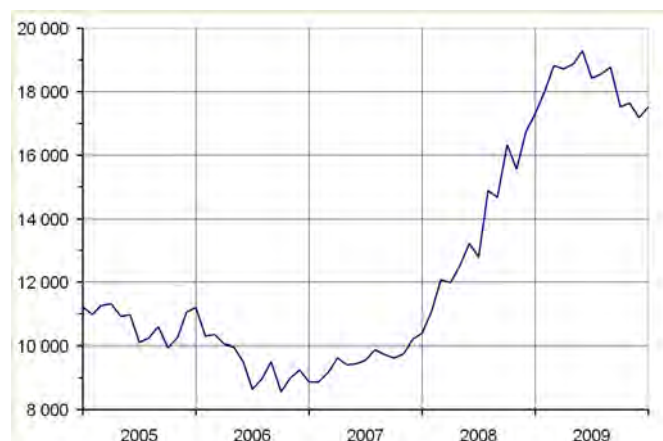
Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --- Taux d'éligibilité - - -



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F. CFP)



Source : IEOM

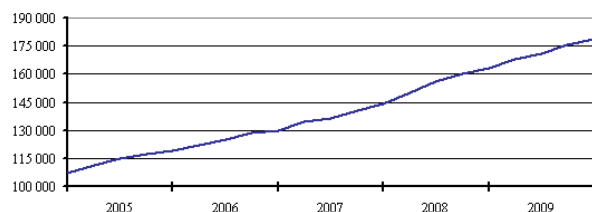
7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

Monétique	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	Variations	
										1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	107 129	119 175	129 611	143 834	163 219	168 180	171 110	175 751	178 475	1,5%	9,3%
Carte Bleue	64 440	72 394	76 853	82 881	89 189	90 624	92 875	95 291	96 660	1,4%	8,4%
Carte Jade	22 747	24 025	26 208	29 474	32 788	33 616	33 975	34 316	34 648	1,0%	5,7%
Cartes privées	19 942	22 756	26 550	31 479	41 242	43 940	44 260	46 144	47 167	2,2%	14,4%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	2 007	2 364	2 420	2 669	2 850	2 890	2 952	2 979	3 037	1,9%	6,6%
Nombre de transactions	1 263 525	1 383 459	1 508 231	1 679 890	1 822 567	1 822 078	1 703 557	1 715 996	2 009 747	17,1%	10,3%
Montant (milliers de XPF)	#####	12 598 988	13 874 648	15 202 364	16 669 111	15 834 969	14 528 458	14 593 526	17 810 114	22,0%	6,8%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	4,7%	-2,2%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	172	241	221	215	44	39	39	39	39	0,0%	-11,4%
Nombre de transactions	4 941	5 128	4 526	4 279	4 315	5 846	4 330	4 876	5 574	14,3%	29,2%
Montant (milliers de XPF)	150 060	134 727	140 098	132 400	123 767	150 186	121 379	139 624	178 605	27,9%	44,3%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	30	26	31	31	29	26	28	29	32	11,9%	11,5%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	103	109	137	148	164	166	167	173	192	11,0%	17,1%
Nombre de retraits	884 812	953 158	1 193 762	1 394 810	1 601 145	1 486 151	1 582 260	1 643 737	1 757 212	6,9%	9,7%
Montant (milliers de XPF)	7 863 848	8 861 176	11 482 042	14 318 680	17 829 433	15 230 102	16 602 913	17 568 589	19 461 892	10,8%	9,2%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	9	10	10	11	10	11	11	11	3,7%	0,0%

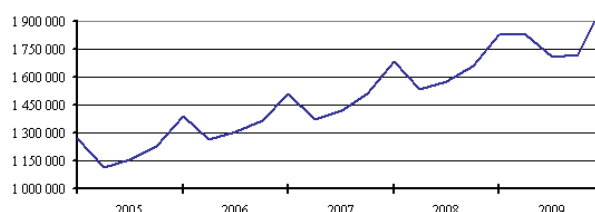
* le nombre de MTM a fait l'objet d'une régularisation en mars 2008

Nombre de porteurs



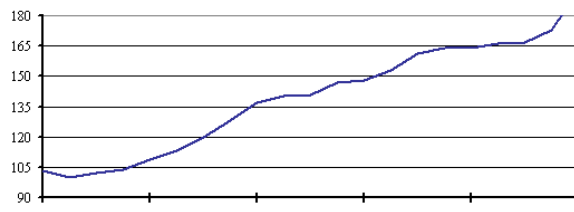
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



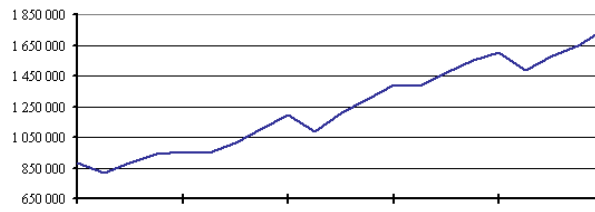
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

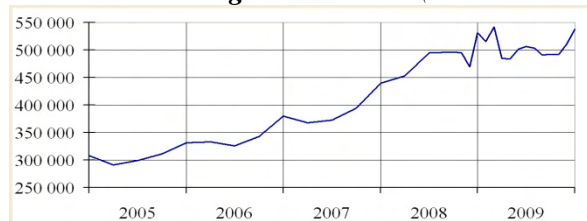


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	Variations		
									1 trim	1 an	
En nombre											
Chèques	3 136 236	3 161 212	3 210 192	3 309 713	2 984 124	3 080 019	3 123 847	3 330 865		6,6%	0,6%
Virements	814 736	876 539	957 713	1 023 173	934 546	989 905	1 004 939	1 043 435		3,8%	2,0%
Effets	3 776	3 912	3 511	3 328	3 112	3 058	3 045	3 034		-0,4%	-8,8%
Autres	578 941	659 850	723 909	781 021	855 575	834 756	906 342	833 783		-8,0%	6,8%
En millions de F CFP											
Chèques	331 357	379 508	439 862	531 533	484 933	506 233	491 720	537 523		9,3%	1,1%
Chèques	188 728	187 412	216 433	249 154	242 121	240 269	236 903	246 141		3,9%	-1,2%
Virements	142 368	169 341	198 822	254 468	214 196	238 063	226 471	263 966		16,6%	3,7%
Effets	6 843	7 300	7 358	7 929	7 814	8 004	7 687	7 133		-7,2%	-10,0%
Autres	13 420	15 455	17 249	19 982	20 802	19 897	20 659	20 283		-1,8%	1,5%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

8. Rappel des taux

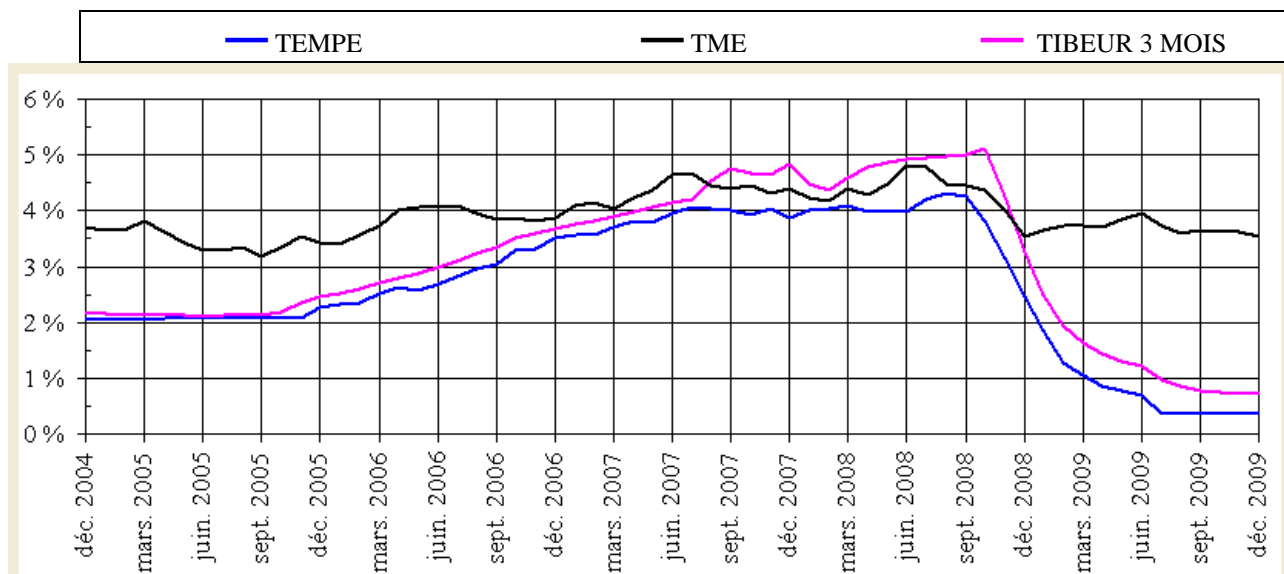
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010
3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SG FG AS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009	1 ^{er} Trim. 2010
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,80 %	7,83 %	7,01	6,72	6,57
- Prêts à taux variable	7,80 %	7,93 %	7,03	6,12	5,92
- Prêts à taux relais	7,72 %	8,05 %	7,03	6,59	6,40
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	21,32 %	21,36 %	21,59	21,40	21,45
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats					
ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	21,11 %	20,92 %	20,63	20,20	19,71
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,92 %	10,04 %	9,43	9,20	8,88

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009	1 ^{er} Trim. 2010
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,51 %	11,69 %	11,67 %	10,81 %	10,57 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,04 %	7,85 %	6,43 %	5,83 %	5,53 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,56 %	8,07 %	7,19 %	6,92 %	6,61 %
- Découverts en compte (2)	14,55 %	14,13 %	13,45 %	13,16 %	13,21 %
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,45 %	8,05 %	6,72 %	6,20 %	5,71 %

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2009	2 ^{ème} Trim. 2009	3 ^{ème} Trim. 2009	4 ^{ème} Trim. 2009	1 ^{er} Trim. 2010
- Découverts en compte (3)	14,55 %	14,13 %	13,45 %	13,16 %	13,21 %

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

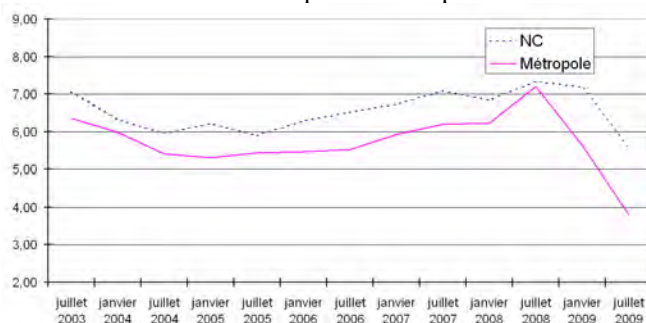
Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2007	janvier/février 2008	juillet/août 2008	janvier/février 2009	juillet/août 2009	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,05%	5,12%	5,43%	5,83%	5,28%	-0,15 pt	-0,55 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	11,86%	10,51%	14,83%	18,50%	17,11%	2,28 pt	-1,39 pt
Découverts.....	9,49%	10,60%	9,69%	10,94%	10,29%	0,60 pt	-0,65 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,81%	7,09%	7,51%	7,77%	7,39%	-0,12 pt	-0,38 pt
TMPG.....	6,27%	6,36%	6,58%	7,08%	6,40%	-0,18 pt	-0,68 pt
Déclarations (en nb).....	4 514	4 863	4 569	3 891	4 415	- 3,4%	13,5%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

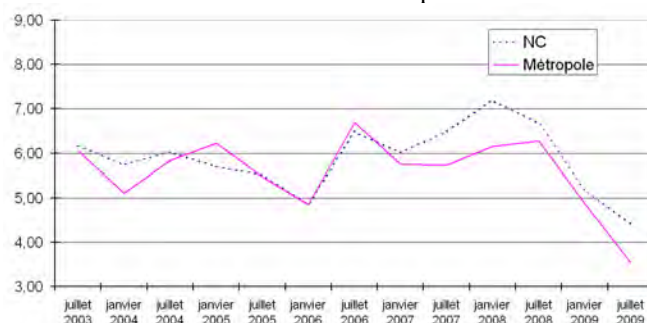
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2007	janvier/février 2008	juillet/août 2008	janvier/février 2009	juillet/août 2009	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	7,10%	6,84%	7,33%	7,19%	5,58%	-1,75 pt	-1,61 pt
Découvert.....	6,49%	7,20%	6,68%	5,17%	4,42%	-2,26 pt	-0,75 pt
Autres court terme.....	6,95%	6,06%	6,29%	4,91%	4,70%	-1,59 pt	-0,21 pt
Ensemble court terme.....	6,70%	7,05%	6,88%	5,85%	4,94%	-1,94 pt	-0,91 pt
Moyen et long terme.....	5,52%	5,83%	5,86%	5,40%	4,65%	-1,21 pt	-0,75 pt
TMPG.....	6,27%	6,57%	6,49%	5,67%	4,83%	-1,66 pt	-0,84 pt
Déclarations (en nb).....	2 157	2 114	2 099	1 789	2 216	5,8%	-100,0%

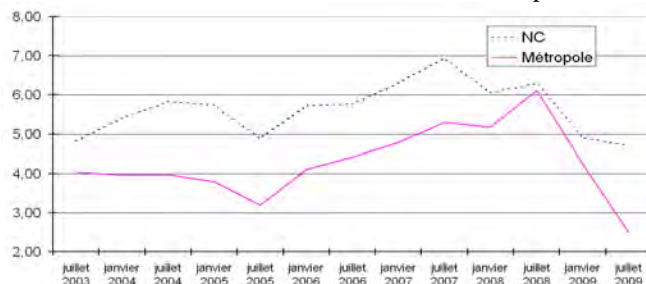
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



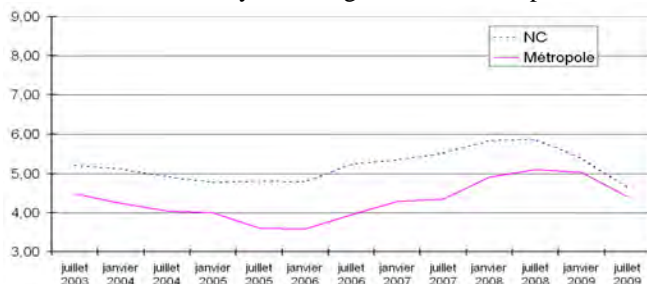
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer le 08 mars 2010
Dépôt légal : mars 2010 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
E-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03